



11.019

Standortförderung in den Jahren 2012–2015

Promotion économique pour les années 2012–2015

Fortsetzung – Suite

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 31.05.11 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 31.05.11 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 19.09.11 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 22.09.11 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 30.09.11 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 30.09.11 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

Fehr Hans-Jürg (S, SH): Bei diesem Paket von nicht weniger als neun verschiedenen Bundesbeschlüssen und Bundesgesetzen geht es um den Werkplatz Schweiz, es geht um die Arbeitsplätze, um die Wertschöpfung in der Schweiz, namentlich bei der Exportindustrie, im Tourismus. Es geht aber auch um die Arbeitsplätze jener Firmen, die durch Promotionsmassnahmen in die Schweiz gezogen werden. Ich glaube, über die Bedeutung des Exports für unsere Gesamtwirtschaft muss man nicht mehr viele Worte verlieren; es ist der zentrale Sektor. Aber vielleicht etwas weniger bekannt ist die Bedeutung der Exportförderung, also dessen, was wir heute hier besprechen. Natürlich ist das letztendlich ein subsidiärer Faktor, aber wenn eine Studie der Weltbank zeigt, dass aus jedem Förderdollar 40 Exportdollar werden, dann sieht man doch den Nutzen, den die staatliche Politik hier erzeugen kann.

Man kann die Frage aufwerfen, ob es richtig sei, jetzt die Exporte zu fördern, wo die Konjunktur doch läuft wie geschmiert, wo wir Wachstumsraten aufweisen wie kaum ein anderes Land. Wir beantworten diese Frage mit einem überzeugten Ja! Es macht auch jetzt Sinn zu fördern, denn einerseits ist die Situation auf den wichtigsten Absatzmärkten sehr labil – man weiss nicht, wie das weitergeht –, andererseits haben wir einen Franken, der so stark ist wie noch nie, was unsere Exporte erschwert. Nicht zuletzt ist ein Förderinstrumentarium wie das hier nicht auf kurze Dauer angelegt, sondern auf mittlere und längere Sicht.

Wir werden also zustimmen, insgesamt und auch den einzelnen Teilen, weil für uns der entscheidende Massstab die Auswirkungen auf den Arbeitsmarkt in der Schweiz sind. Wir schauen auf die Beschäftigungswirkung – die zählt. Dieses Paket von Massnahmen ist positiv für die Arbeitsplätze in der Schweiz, darum werden wir zustimmen.

Wir waren in der Kommission nicht einverstanden mit gewissen Sparanträgen des Bundesrates, die in der Vorlage schon enthalten waren, beispielsweise bei der Exportförderung oder auch bei Schweiz Tourismus. Der Bundesrat hat diese Sparschnitte unter dem Vorzeichen von Ausgabenkürzungen im Rahmen des Konsolidierungsprogramms gemacht, als man noch nicht wusste, dass der Bundeshaushalt sich viel besser entwickeln würde. Nun wissen wir, dass er sich sehr viel besser entwickelt hat, darum ist es nicht mehr notwendig, ausgerechnet heute zu sparen. Wir müssen beim Status quo bleiben, das ist eigentlich die Linie der Mehrheit: Wir möchten die Ausgaben grosso modo auf dem Level belassen, den sie bisher gehabt haben.

Ich werde dann noch speziell etwas zu Schweiz Tourismus sagen; hier erst einmal ein paar Worte zur Ansiedlungspolitik: Das Geschäft, das mit "Standortförderung" betitelt ist, liegt mir am Herzen. Wir haben hier eine unbefriedigende Situation: Die Tätigkeit der kantonalen Wirtschaftsförderungen und die Tätigkeit der Osec, der nationalen Wirtschaftsförderung im Ausland, sind nicht koordiniert, sie sind von Konkurrenz statt von Kooperation geprägt; anstelle eines koordinierten Vorgehens beobachten wir ein "Alle gegen alle". Das ist nicht gut. Wir haben in der Kommission versucht, dafür zu sorgen, dass die Auftritte der Schweiz auf den wichtigsten Märkten etwas besser aufeinander abgestimmt werden, dass die Kantone und der Bund sich in die Hände arbeiten, statt gegeneinander zu arbeiten. Unser Antrag ist abgelehnt worden, aber niemand in der Kommission war der Meinung, so, wie es heute sei, sei es richtig. Deshalb fordere ich hier die Beteiligten noch einmal auf,





mit dem Unsinn, sich im Ausland zu bekämpfen, wenn es um die Ansiedlung von Betrieben geht, aufzuhören, sich zusammzusetzen und eine Methode zu entwickeln, die die Wirksamkeit unseres Auftritts auf den ausländischen Märkten verbessert, statt sie zu schwächen.

Ich bitte Sie, grosso modo der Mehrheit zu folgen. Wo wir Minderheitsanträge eingebracht haben, werden wir natürlich diese unterstützen.

Rennwald Jean-Claude (S, JU): Le groupe socialiste vous demande d'entrer en matière sur les projets relatifs à la promotion économique pour les années 2012 à 2015 et de tous les accepter.

J'aimerais souligner que les exportations sont la locomotive de l'économie suisse puisqu'elles représentent plus de la moitié du produit intérieur brut. J'irai même jusqu'à dire que, sans les exportations, la Suisse n'existerait pas, dans la mesure où les branches économiques du marché intérieur dépendent pour une large part des commandes des différentes industries d'exportation. Il importe donc de donner quelques impulsions au secteur de l'exportation, d'autant plus que nous connaissons un climat de concurrence exacerbée à l'échelle internationale. De ce point de vue, je constate avec un certain plaisir que la plupart de ceux qui se font les chantres du libéralisme et du moins d'Etat soutiennent ce projet.

Son appui à ces projets n'empêche pas le groupe socialiste de formuler quelques nuances et quelques remarques critiques.

Au projet 1, nous soutiendrons la minorité Fehr Hans-Jürg, qui propose de faire passer de 75 millions à 84 millions de francs le plafond de dépenses alloué au financement de la promotion des exportations pendant les années 2012 à 2015.

Au projet 4, nous appuierons la proposition de la minorité Thorens Goumaz, car, si nous considérons que le tourisme est un pilier fondamental de l'économie suisse, nous sommes aussi d'avis qu'on ne peut pas faire n'importe quoi au nom du développement touristique.

Enfin, au projet 6, nous pensons que les 207 millions prévus pour Suisse Tourisme par la majorité de la commission sont suffisants. Et ceci d'autant plus qu'à nos yeux la branche touristique doit d'abord intensifier ses efforts en matière de qualité et de formation.

A ce propos toujours, nous avons été quelque peu surpris de lire ce passage dans le message du Conseil fédéral: "Les branches qui dépendent du tourisme sont pénalisées plus que d'autres par la force du franc." Or je crois, et les autres membres de mon groupe aussi, que toutes les industries d'exportation sont touchées par le cours élevé du franc suisse. Je crois, Monsieur le conseiller fédéral, que comme ancien patron de l'association faîtière de l'industrie des machines, vous devez être sensible à cette problématique.

Dernière remarque: nous allons dans les minutes ou les heures qui suivent faire quelques gestes importants pour nos industries d'exportation et pour la promotion économique, mais je pense qu'on doit aussi suivre au niveau des conditions de travail et des salaires. Car je connais des entreprises orientées vers l'exportation où les travailleurs et les travailleuses gagnent encore moins de 3500 francs et parfois même moins de 3000 francs par mois. Je crois que cela est inacceptable et qu'un relèvement de ces bas salaires fait aussi partie d'une bonne image de notre pays.

Thorens Goumaz Adèle (G, VD): Le groupe des Verts soutiendra la stratégie du Conseil fédéral dans le domaine de la promotion économique pour les années 2012 à 2015. Nous avons cependant été très surpris de ne rien trouver dans le message du Conseil fédéral au sujet des problèmes liés à une forte concentration de la croissance qui touchent en ce moment plusieurs régions de Suisse, dont celle de l'Arc lémanique. Crise du logement, mitage du territoire, saturation

AB 2011 N 807 / BO 2011 N 807

du réseau routier et des transports publics en sont les symptômes. Les entreprises attirées par les excellentes conditions-cadres que ces régions offrent affluent, souvent accompagnées par leurs collaborateurs expatriés, sans que les collectivités publiques aient pris les mesures nécessaires pour accompagner un développement aussi rapide. Sur l'Arc lémanique, ce phénomène est à l'origine d'un débat nourri dans le cadre duquel certaines voix n'hésitent pas à exiger l'interruption pure et simple des démarches de promotion économique, voire à en appeler à la décroissance.

Les membres du groupe des Verts ont du mal à comprendre comment le Conseil fédéral a pu passer à côté de ces enjeux, dont on ne trouve pas trace dans son message, alors que celui-ci établit pourtant un bilan de la promotion économique durant ces dernières années. Les membres du groupe des Verts ne se positionnent pas pour autant en faveur d'une suspension des mesures de promotion économique; les problèmes évoqués nécessitent plutôt une réforme de la promotion économique, qui devrait évoluer pour mieux intégrer dans



ses pratiques les principes du développement durable, ces derniers étant cités dans le message mais à titre purement déclamatoire.

C'est dans ce sens que les membres du groupe des Verts ont déposé un projet de postulat en commission (11.3466), postulat que celle-ci a soutenu ainsi que le conseiller fédéral Schneider-Ammann. Le Conseil fédéral doit être en mesure, à l'occasion de sa prochaine stratégie en faveur de la promotion économique, de proposer des réponses aux difficultés que rencontrent les régions touchées par une croissance dont elles peinent à digérer les effets. Cela exige bien sûr des mesures ciblées dans les domaines des transports publics, de l'accès au logement et de l'aménagement du territoire. Mais cela doit aussi susciter de nouvelles pratiques en matière de promotion économique.

Selon les membres du groupe des Verts, les entreprises qui s'implantent en Suisse doivent prendre leurs responsabilités envers leurs nouveaux lieux d'activité. Si des facilités fiscales leur sont offertes, elles devraient être soumises à certains critères de durabilité comme la mise en place de plans de mobilité, le recrutement local d'une partie du personnel, un engagement en faveur de la formation, voire l'application de démarches conséquentes de responsabilité sociale et environnementale.

Le développement économique doit en outre être mieux planifié au niveau territorial, que ce soit par l'encouragement des stratégies de clusters ou par le biais de l'application des principes de l'écologie industrielle. Une réflexion devrait enfin être effectuée pour mieux valoriser certaines zones périphériques. Il est absurde que le développement économique se concentre à l'excès dans certaines zones alors que d'autres régions peinent à attirer les entreprises. Un renforcement de la politique régionale pourrait peut-être être envisagé dans ce contexte.

Quelques mots encore sur la stratégie du Conseil fédéral en matière de politique du tourisme. Dans ce secteur particulier, une réflexion tout à fait satisfaisante sur le thème de la durabilité a été effectuée, mais des objectifs et des mesures concrètes manquent encore. Nous défendrons donc une proposition de minorité visant à renforcer cette orientation sur la durabilité dans le cadre de la loi Innotour.

Schelbert Louis (G, LU): Die Grünen treten auf die Vorlage ein, aber, Sie haben es gehört, die Begeisterung hält sich in Grenzen. Wir kommen nicht um einige kritische Einstreusel herum.

Die vorberatende Kommission hat viele direkt betroffene und profitierende Institutionen angehört. Wir Grünen anerkennen, nicht zuletzt gestützt darauf, Bedarf und Nutzen der Standortförderung. Wir vermissen aber konkrete Aussagen zur nachhaltigen Förderung. Vielerorts sind die negativen Auswirkungen des Wirtschaftswachstums zu beobachten: Ressourcenverschleiss statt Wirtschaftskreisläufe, Verschwendung statt Energiesparen und Energieeffizienz, Mangel an günstigem Wohnraum, Landverzehr, Überlastung auf Strassen und Schienen. Das muss nicht sein, es lässt sich mit einer klugen, mit einer grünen Politik ändern.

Im Unterschied zu denjenigen, die die Standortförderung aufheben wollen oder die den freien Personenverkehr infrage stellen, halten wir Grünen dafür, die Wirtschaft am Standort Schweiz in Richtung Nachhaltigkeit zu steuern. In der vorberatenden Kommission haben wir eine Mehrheit für dieses Anliegen gewinnen können: Die WAK beantragt wie wir Grünen die Annahme des Postulates 11.3466, "Nachhaltige Entwicklung und Standortförderung". Das ist im Hinblick auf die bevorstehende energiepolitische Wende von höchster Aktualität und dringlich. Die Unternehmen sollen ihre ökologische und soziale Verantwortung nicht minder ernst nehmen als ihre ökonomische. Im Rahmen seiner Möglichkeiten, also etwa bei der Zuteilung von Mitteln für die Standortförderung, muss der Staat diese Absichten auch mit einer entsprechenden Steuerung unterstützen. Das geschieht aktuell noch zu wenig und zu wenig konsequent, leider auch bei der vorliegenden Botschaft.

Von daher könnte es Sinn machen, die Mittel nicht für vier, sondern für zwei Jahre zu sprechen. Das würde es wie in anderen Bereichen des staatlichen Subventionswesens ermöglichen, einen Schrittwechsel vorzunehmen, der die Ausgaben auf das Legislaturprogramm abstimmt. Beim öffentlichen Verkehr, bei der Landwirtschaft oder bei der Entwicklungshilfe geschieht dies, warum also nicht auch bei der Standortförderung? Immerhin hat sich eine Mehrheit Ihrer Finanzkommission in ihrem Mitbericht dafür ausgesprochen. Vielleicht nimmt der Ständerat bei der Beratung der Vorlage das Anliegen auf. Es bräuchte dafür allerdings eine Gesetzesänderung, aber das muss kein grosses Hindernis sein.

Noch zu zwei inhaltlichen Aspekten: Die Kommission diskutierte mit dieser Vorlage auch einen ausführlichen Bericht zur Tourismusstrategie. Mit einiger Verwunderung, ja Ernüchterung mussten wir zur Kenntnis nehmen, dass darin der Bereich Bildung und Weiterbildung gar nicht vorkommt. Wir Grünen halten den Einbezug dieses Bereichs für unabdingbar. Wir glauben, dass ohne einen Fokus auf Bildung und Weiterbildung entscheidende Qualitätsverbesserungen nicht möglich sind. Auch halten wir dafür, das Ziel der Nachhaltigkeit konsequenter zu verfolgen. Gerade im Tourismus ist das unabdingbar. Wir bitten, dem Antrag der Minderheit Thorens Goumaz zuzustimmen. Damit würden Finanzhilfen an das Kriterium der nachhaltigen Entwicklung gebunden.



Zum Zweiten bitten wir den Bundesrat, ein spezielles Augenmerk auf die Zusammenarbeit zwischen Osec und kantonalen Wirtschaftsförderungen zu richten. Die Situation ist heute besser als früher, aber es gibt immer noch Doppelspurigkeiten und Konkurrenzen. Gerne würden wir vom Bundesrat erfahren, wie er die Entwicklung in der nächsten Zeit mitsteuern will; dies durchaus im Bewusstsein, dass die Bundesverwaltung dafür nicht alleine zuständig ist.

Was die Höhe der Kredite angeht, ist die Mehrheit der Grünen für die Anträge des Bundesrates. Wir lehnen also weiter gehende Vorlagen wie auch Kürzungsanträge ab.

Flückiger-Bäni Sylvia (V, AG): Ich spreche im Namen der SVP-Fraktion. Wir werden auf die Vorlage eintreten, die Minderheitsanträge ablehnen und grossmehrheitlich jeweils der Mehrheit zustimmen.

Wir unterstützen das Ziel, die bisherige Aussenwirtschaftsförderung fortzuführen und die Tourismuspolitik strategisch anzupassen, um damit die internationale Wettbewerbsfähigkeit der Schweiz langfristig zu erhalten. Der ursprünglich vom Bundesrat vorgesehenen Kürzung stimmen wir nicht zu. Die Bundesmittel von 47,75 Millionen Franken im Jahr 2010 haben zusätzliche Partnermittel aus Tourismus und Wirtschaft im Umfang von 31,7 Millionen Franken generiert. Werden nun die Bundesmittel gekürzt, nehmen auch die Partnermittel ab. Wir werden uns jedoch dagegenstellen, die Beträge, wie von der Minderheit gefordert, noch weiter zu erhöhen und die Zitrone weiter auszupressen. Ebenso stellen wir uns dagegen, den Grundsatz der Nachhaltigkeit im Gesetz festzuhalten. Eine Prüfung wäre mit unverhältnismässigem Aufwand verbunden, und das wollen wir vermeiden.

AB 2011 N 808 / BO 2011 N 808

Das Kommissionspostulat 11.3466, welches den Bundesrat beauftragen will zu prüfen, wie er die Grundsätze der nachhaltigen Entwicklung besser in seine Strategie zur Standortförderung integrieren kann, werden wir auch ablehnen. Wir sind der Auffassung, dass dieser Thematik bereits genügend Rechnung getragen wird und es keiner weiteren Prüfung bedarf.

Die vom Bundesrat vorgelegte Botschaft zur Stärkung des Tourismus, die Finanzierung von Schweiz Tourismus 2012–2015, das Bundesgesetz über die Förderung von Innovation, Zusammenarbeit und Wissensaufbau im Tourismus (Innotour) und das Impulsprogramm 2012 finden unsere Zustimmung. Ein geschlossener und überzeugender Marktauftritt ist wichtig, um die Wertschöpfung nachhaltig zu steigern. Trotzdem bleiben wir skeptisch und werden diese Bemühungen weiter verfolgen und nötigenfalls reagieren.

Die SVP steht zur Schweiz und bekennt sich zum Tourismus. Wir sind überzeugt, mit der Stärkung dieses Wirtschaftszweiges unser Land besser zu positionieren und Akzente zu setzen. Damit profitieren auch das angegliederte Gewerbe, die KMU und die Landwirtschaft. Der Tourismus ist in der Schweiz der dritt wichtigste Exportzweig und erzeugt Einnahmen im Umfang von 15 Milliarden Franken. Dies entspricht einem Anteil von 5 Prozent am Gesamterlös aus dem Export. Mit einem jährlichen weltweiten Wachstum von 4 bis 5 Prozent ist der Tourismus einer der am stärksten wachsenden Wirtschaftszweige. Damit werden Arbeits- und Ausbildungsplätze geschaffen und erhalten. 170 000 Arbeitnehmende in Stadt und Land leben direkt vom Tourismus. Dazu kann man noch die indirekt vom Tourismus abhängigen Wirtschaftszweige zählen, zum Beispiel Bäcker, Metzger usw. Dann kann man sogar von 245 000 Arbeitnehmern ausgehen.

Der internationale Standortwettbewerb wird in den kommenden Jahren intensiver und härter werden. Das bekommt auch Schweiz Tourismus immer mehr zu spüren – das bekommen notabene natürlich auch alle anderen Wirtschaftszweige immer mehr zu spüren; das muss hier bemerkt werden. Die schweizerische Tourismusbranche sieht sich je länger, je mehr einer grossen internationalen Konkurrenz gegenüber und muss deshalb die Standortpromotion auf hohem Niveau halten und weitere Anstrengungen unternehmen, um auch in Zukunft erfolgreich zu sein. Andere Länder sind in diesem Bereich sehr aktiv; wir können fast täglich die intensive Werbung verfolgen, die bis in unsere regionalen Zeitungen und Zeitschriften eindringt und auf den Fernsehsendern zu sehen ist. Es muss zur Kenntnis genommen werden, dass das Ausland alles unternimmt, um im Tourismusbereich noch besser und noch attraktiver zu sein, und dazu werden auch die entsprechenden finanziellen Mittel gesprochen und verwendet.

Mit der vorgeschlagenen Finanzierung sowie den unterbreiteten Gesetzesvorlagen kann der Bund die Aussenwirtschaftsförderung fortführen, die Tourismuspolitik strategisch neu ausrichten und erfolgreiche Projekte im E-Government vorantreiben. Deshalb sind wir der Ansicht, dass sich die höhere Finanzierung im Bereich des schweizerischen Tourismus rechtfertigt. Trotzdem werden wir die Absichten kritisch verfolgen, weil wir hier mit Steuergeldern einen Bereich speziell fördern. Es ist bekannt, dass es noch viele Unternehmen gibt, welche gleiche oder ähnliche Schwierigkeiten bekunden, insbesondere auch wegen der Frankenstärke, die auch sie auffangen und verkraften müssen, und dass der Markt schlussendlich regelnd reagieren soll und muss.



In diesem Zusammenhang sei auch auf die verschiedenen Verbände hingewiesen. Diese wertvollen Netzwerke bieten verschiedene Möglichkeiten zur besseren Zusammenarbeit, und es wäre ein Fehler, diese Chancen nicht zu nutzen. Ebenso sei hier festgehalten, dass wir dringend erwarten, dass unsere KMU, das Gewerbe und die Landwirtschaft bei Investitionen, zum Beispiel bei Renovationen, bei weiteren Anschaffungen von Drucksachen sowie Nahrungsmitteln usw., prioritär berücksichtigt werden. Dies können wir nicht gesetzlich regeln; es sollte aber selbstverständlich sein, wenn man zur Schweiz und zu unseren Unternehmen steht.

Wir wollen auch darauf zählen können, dass die Kantone über die Osec möglichst sensibilisiert werden, damit durch die Ansiedlung neuer Unternehmen die bestehenden nicht in Bedrängnis gebracht und nicht konkurrenziert werden. Es ist ja bekannt, dass ausländische Unternehmen oft das eigene Personal mitnehmen und damit das oft gepriesene Argument der Arbeitsplatzschaffung nur teilweise zutrifft.

Wir haben auch das prominente Beispiel eines Grosssägewerkes, das zeigt, wie man es nicht machen soll. Es kann ja nicht sein, dass Unternehmen einseitig mit Steuergeldern gefördert und damit andere Betriebe in Existenznot gebracht werden. Es geht um die berühmten gleich langen Spiesse und um die Berücksichtigung der Befindlichkeiten unserer bestehenden Unternehmen. Das muss hier wieder einmal deutlich bemerkt werden, denn wir alle leisten mit unseren Steuern einen Beitrag an diese Millionen. Immer dann, wenn Steuergelder im Spiel sind, müssen sie entsprechend verantwortlich und zielgerichtet eingesetzt werden, sonst rechtfertigen sich diese Ausgaben nicht.

Wie bereits eingangs meines Votums erwähnt, wird die SVP-Fraktion der Vorlage in diesem Sinne zustimmen.

Hassler Hansjörg (BD, GR): Als Wirtschaftsstandort Schweiz stehen wir in einem rauen internationalen Wettbewerb. Alle Regionen der Welt versuchen, im harten Wettbewerb die Nase vorn zu haben. Wir können aber mit Zufriedenheit feststellen, dass wir heute ein attraktiver Wirtschaftsstandort und Werkplatz sind. Trotz der Turbulenzen im Finanz- und Wirtschaftssektor hat sich unser Land sehr gut behauptet. Das ist bestimmt auf unsere wirtschaftliche, aber auch gesellschaftliche und politische Stabilität zurückzuführen, und natürlich sind auch Werte wie eine gute Ausbildung, wie Innovation und Fleiss in diesem Zusammenhang äusserst wichtig. Wir haben Wirtschaftswachstum, tiefe Arbeitslosenzahlen und wachsende Exportmärkte.

Der Schweiz wurde vom World Economic Forum zum zweiten Mal in Folge bescheinigt, die wettbewerbsfähigste Volkswirtschaft der Welt zu sein. Dieser Erfolg gründet zum einen auf ausserordentlich starken Leitbranchen, zum andern besitzt der Unternehmensstandort Schweiz ausserordentlich gute Rahmenbedingungen, qualifizierte Arbeitskräfte, hochwertige Forschung und Entwicklung, einen flexiblen Arbeitsmarkt, ein attraktives Steuerklima, eine ausgezeichnete Infrastruktur und viele andere Standorttrümpfe mehr. Der Schweiz geht es heute wirtschaftlich gut. Also können wir uns getrost zurücklehnen? Nein, das wäre wohl der grösste Fehler, den wir begehen könnten! Das geringste Nachlassen könnte ins Auge gehen, denn auch unsere Konkurrenz schläft nicht. Ganz besonders in Ländern wie China, Indien und Brasilien geht die Post ab. Sie sind in allen Belangen stark am Aufholen und werden bald zu unseren grössten Konkurrenten zählen. Darum gilt es nach wie vor, in Bezug auf Qualität und Innovation den anderen immer eine Nasenlänge voraus zu sein. Dazu kann eine gute Standortförderung wesentlich beitragen.

Standortförderung ist auch eine Aufgabe des Staates, in Ergänzung zur Aufgabe der Wirtschaft selber. Die Standortförderung soll die Standortattraktivität erhöhen beziehungsweise die Wettbewerbsfähigkeit unserer von KMU geprägten Volkswirtschaft steigern. Die überbetrieblich ausgerichtete Standortförderung unterstützt die Zusammenarbeit und Koordination zwischen standortrelevanten Akteuren. Ein gutes Beispiel dafür ist die neue Regionalpolitik oder die Förderung von Innovation, Zusammenarbeit und Wissensaufbau im Tourismus (Innotour).

Für die alpinen Regionen ist der Tourismus ein Leitsektor von grosser Bedeutung. Die Perspektiven für den Schweizer Tourismus sind insgesamt gut. Weltweit ist der Tourismus einer der am stärksten wachsenden Wirtschaftssektoren. Gemäss Prognosen der Weltorganisation für Tourismus wird der grenzüberschreitende Tourismus in den nächsten zehn Jahren weltweit um durchschnittlich rund 4 Prozent pro Jahr zunehmen. An diesem Wachstum muss die Schweiz unbedingt auch partizipieren können.

AB 2011 N 809 / BO 2011 N 809

Die Schweiz verfügt als Tourismusland über ausgeprägte Stärken: eine attraktive Landschaft, die zentrale Lage in Europa, gut ausgebaute Verkehrsinfrastrukturen, vielfältige und attraktive touristische Angebote; auch Faktoren wie Sicherheit, Zuverlässigkeit und das positive Landesimage sind als Stärken zu nennen. Es gibt aber auch Schwachpunkte: Die Destinationsstrukturen sind zersplittert und die Branchen kleinbetrieblich strukturiert. Eine weitere grosse Herausforderung für den Schweizer Tourismus stellt gegenwärtig die ungünstige Wechselkursituation dar, führt doch die Frankenstärke zu deutlichen Nachfrageeinbussen.





Damit unser Tourismuspotenzial noch besser ausgeschöpft werden kann, muss Schweiz Tourismus gestärkt und mit genügend Mitteln ausgestattet werden. Aus ländlicher Sicht ist auch der neuen Regionalpolitik ein besonderes Augenmerk zu schenken. Die Regionalpolitik ist zusammen mit der Agrarpolitik, der Tourismuspolitik und anderen Sektorpolitiken wichtig für die Weiterentwicklung der ländlichen Räume und für die Erhaltung der dezentralen Besiedelung. Selbstverständlich unterstützen wir die entsprechenden Finanzierungsinstrumente. Die Regionalpolitik ist ein sehr wichtiges Instrument für die Weiterentwicklung der peripheren Regionen und für die Berggebiete. Ich habe aber grösste Bedenken bezüglich einer allfälligen Ausdehnung der Regionalpolitik auf die Agglomerationen. Die Regionalpolitik war ausschliesslich für die ländlichen Räume angedacht. Wir verstehen unter Regionen die ländlichen Regionen und nicht die Agglomerationen. Wenn eine OECD-Studie vorschlägt, die Regionalpolitik sei auf das ganze Land auszudehnen, die grossen Städte seien also mit einzu-beziehen, befürchte ich als Bewohner eines peripheren Gebiets, dass unsere Anliegen in der Regionalpolitik untergehen und die Städte Vorrang gegenüber den dünnbesiedelten Gebieten erhalten. Die heutige Regionalpolitik deckt ja bereits ungefähr 80 Prozent der Fläche des Landes ab. Wir sollten auch längerfristig bei dieser Lösung bleiben. Für die Städte und Agglomerationen haben wir parallel zur Regionalpolitik die Agglomerationspolitik. Wir sollten diese Instrumente miteinander weiterentwickeln, der Regionalpolitik im ländlichen Raum aber das nötige Gewicht geben und die Regionalpolitik auch auf den ländlichen Raum beschränken.

In der Botschaft wird erwähnt, dass zwei befristete Bundesstellen für die weitere Aufbauarbeit der neuen Regionalpolitik vorläufig weitergeführt werden sollen. In diesem Zusammenhang wird in der Botschaft auch erwähnt, dass geprüft werden solle, ob der Perimeter auf die Agglomerationen ausgedehnt werden sollte. In diesem Zusammenhang hätte ich gerne eine Erklärung des Bundesrates: Werden diese zwei Stellen weiterhin gebraucht, um die geltende Regionalpolitik weiterzuentwickeln, oder werden sie gebraucht, um den Einbezug der Städte in die neue Regionalpolitik in die Wege zu leiten? Ich wäre froh, wenn Herr Bundesrat Schneider-Ammann auf diese Frage eine Antwort geben könnte und Stellung dazu beziehen würde.

Insgesamt ist die Botschaft zur Standortförderung sehr umfassend, informativ, und sie ermöglicht einen guten Überblick über alle Massnahmen des Bundes in diesem Sektor. Die Standortförderung ist ein wichtiges Instrument für den Wirtschaftsstandort Schweiz. Die BDP-Fraktion unterstützt daher die vorgeschlagenen Massnahmen und die finanziellen Mittel für die Standortförderung ausdrücklich.

Schneider-Ammann Johann N., Bundesrat: Sie haben es eben Ihrerseits gesagt, und ich habe das bei allen Sprechern gehört: Die schweizerische Volkswirtschaft ist grundsätzlich gut unterwegs. Ich gebe gerne meiner Genugtuung darüber auch Ausdruck: Die schweizerische Volkswirtschaft ist nicht deshalb gut unterwegs, weil wir eine falsche Politik gemacht hätten. Die bundesrätliche Politik, die eine zurückhaltende, aber eine gezielte Standortförderungspolitik ist, trägt Früchte.

Wir erwarten immer noch Wachstum. Es wird zwar nicht mehr das Wachstum des Jahres 2010 sein, aber immerhin, es ist Wachstum. Sie haben es auch gesagt: Unsere Schuldensituation ist im internationalen Vergleich vertretbar, unsere Arbeitslosigkeit ist tief. Im Vergleich zum internationalen Umfeld beträgt unsere Arbeitslosigkeit nur ein Drittel. Wir haben vor allem auch eine Jugendarbeitslosigkeit, die sehr bescheiden ist. Das sind alles Errungenschaften, die wir mit der bundesrätlichen Politik in die Zukunft weiterentwickeln sollen, und zwar in diesem positiven Sinne.

Sie haben Ihrerseits jetzt mehrfach den Schweizerfranken angesprochen. Ja, auch mir ist diese Entwicklung eine grosse Sorge. Die Frankenentwicklung wird unser Wachstum auch etwas schwächen, davon gehe ich aus. Aber ich kann Ihnen versichern: Das EVD ist quasi täglich mit der Problematik befasst. Wir verfolgen die Entwicklung sehr genau. Der politischen Möglichkeiten der Intervention sind wenige. Wie Sie wissen, haben wir aber im Februar gezielt interveniert, insbesondere zugunsten des Tourismus und über die KTI auch zugunsten der Innovation; dies gilt auch für das Instrument der Exportrisikoversicherung. Das wird auch weiterhin die Politik sein müssen.

Vor diesem Hintergrund ist die Standortförderung des Bundes von grosser Bedeutung. Die Konkurrenz im internationalen Standortwettbewerb nimmt zu. Unternehmen konkurrieren um Kapital, um qualifizierte Arbeitnehmer und um Wissen, und Staaten konkurrieren mit Förderprogrammen. Die Schweiz – ich habe es gesagt – gibt sich dabei sehr bewusst sehr bescheiden. Sie beschränkt sich auf die gezielten Instrumente der Standortförderung, welche die guten Grundlagen einer guten Wirtschafts-, Geld- und Finanzpolitik ergänzen. Weil es uns gutgeht, werden wir natürlich ständig mit Argusaugen beobachtet, und weil es uns gutgeht, versuchen die anderen Standorte, uns ihrerseits zu konkurrenzieren, uns zu kopieren und unsere guten Ausgangslagen infrage zu stellen.

Die Motivation der Standortförderung ist der wirtschaftliche Strukturwandel, das sei auch ausdrücklich in Erinnerung gerufen. Dieser trägt zur Stärkung des Wirtschaftsstandortes Schweiz bei und erhöht die Wertschöp-



fung der Schweizer Volkswirtschaft nachhaltig. Der Strukturwandel ist ein Dauerprozess, der für eine gesunde Wirtschaftsentwicklung nötig ist. Also, hören Sie gut hin: Wir machen nicht irgendeine Wachstumspolitik, wir betreiben nicht irgendeine Sektoralpolitik, sondern unsere Standortförderungs politik ist in erster Linie eine Politik des dauerhaften Strukturwandels, um in Sachen Wettbewerbsfähigkeit ganz vorne an der Spitze bleiben zu können.

Es ist grundsätzlich Aufgabe der Unternehmen, den wirtschaftlichen Anpassungsprozess erfolgreich zu bewerkstelligen. Die Standortförderung kann im Strukturwandel begleitend tätig sein. Sie kann in jenen Bereichen sinnvoll unterstützend wirken, in denen Unternehmen wegen strukturell bedingter Grössennachteile im Anpassungsprozess benachteiligt sind; Herr Hassler hat das eben auch im Zusammenhang mit dem Tourismus gesagt. Die Standortförderung trägt dazu bei, die Regionen des Wirtschaftsstandortes Schweiz attraktiver zu gestalten und die Wertschöpfung nachhaltig zu steigern.

Worum geht es? Die vom Bundesrat verabschiedete Botschaft über die Standortförderung 2012–2015 gibt erstmals eine lückenlose Gesamtübersicht über alle Instrumente der Standortförderung. Aufgabenbezogen sind dies die Aussenwirtschaftspolitik, die Tourismuspolitik, die KMU-Politik und die Regionalpolitik. Der Vorteil dabei ist: Die Finanzierung der Instrumente wird zeitlich aufeinander abgestimmt, und die Vorlagen können dem Parlament koordiniert unterbreitet werden. Damit schaffen wir auch Transparenz.

Der Bundesrat beantragt für alle Aufgabenbereiche der Standortförderung insgesamt einen Zahlungsrahmen von 315,8 Millionen Schweizerfranken. Davon sind 75 Millionen für die Exportförderung, 20,4 Millionen für die Standortpromotion, 187,3 Millionen für Schweiz Tourismus, 20 Millionen für Innotour und 13,1 Millionen für E-Government-Aktivitäten vorgesehen. Diese Vorlagen ermöglichen dem Bund, die bewährte Aussenwirtschaftspolitik, die Aussenwirtschaftsförderung, fortzuführen, die Tourismuspolitik strategisch neu

AB 2011 N 810 / BO 2011 N 810

ausrichten zu helfen und die erfolgreichen Projekte im Bereich des E-Government moderat auszubauen.

Was sind die Ziele der Standortförderung, wenn ich diese auch ganz kurz in Erinnerung rufen darf? Es geht erstens um die Förderung der Standorte in den Regionen und Kantonen. Es geht dann um die Unterstützung der Standortnutzer, zum Beispiel der kleinen und mittleren Unternehmen, und es geht drittens um das Bekanntmachen unserer Standorttrümpfe, zum Beispiel um die Werbung für den Tourismusstandort Schweiz. Schwerpunkte für die kommende Legislaturperiode werden dabei in den Bereichen Aussenwirtschaftsförderung, Tourismuspolitik, KMU-Politik und Regionalpolitik gesetzt.

Aus der umfassenden Botschaft erwähne ich nur einige wenige Kernpunkte etwas ausführlicher. Zuerst zur Exportförderung: Bei der Exportförderung sollen die Schweizer Exporteure bei der Osec diejenige Hilfe und Unterstützung erhalten, welche private Exportberater aus kommerziellen Gründen nicht anbieten. Die Nachfrage nach Beratungsdienstleistungen der Osec wird weiter steigen. Gleichzeitig dürfte auch die Komplexität der einzelnen Kundenanfragen, beispielsweise in Bezug auf Regulierungen in fernen Märkten, weiter zunehmen. Es ist deshalb wichtig, dass die Osec auch in Zukunft mit einer stetigen und vorhersehbaren Unterstützung des Bundes rechnen kann. Ich habe es eben gesagt: Die Osec operiert subsidiär. Die Osec versucht ihrerseits, die Netzwerke der Exportförderer aufeinander abzustimmen, sorgfältig damit umzugehen. Herr Fehr Hans-Jürg hat von der Haltung "Jeder gegen jeden" gesprochen. Ich glaube nicht, dass das, so krass formuliert, korrekt ausgedrückt ist. Es sind immer wieder echte Bemühungen sichtbar, aufeinander zuzugehen, letztlich um für die Volkswirtschaft insgesamt, aber auch für die kantonalen Volkswirtschaften das Optimum zu erreichen. Die Osec leistet diesbezüglich einen koordinierenden, einen subsidiären, einen sehr konstruktiven Beitrag.

Zur Tourismuspolitik: Im Bereich der Tourismuspolitik hat der Bundesrat im Juni 2010 die Wachstumsstrategie für den Tourismusstandort Schweiz gutgeheissen. In diesem Zusammenhang soll nach den positiven Erfahrungen im Vollzug von Innotour unter anderem die Befristung dieses Instruments aufgehoben werden. Ein Verzicht auf Innotour würde das Tourismusland Schweiz um Jahrzehnte zurückwerfen, weil nationale Leitprojekte in Zukunft fehlen würden. Auch wäre zu erwarten, dass im kleingewerblich strukturierten Tourismus die 26 Kantone und die rund 400 Verkehrsvereine in Zukunft auf unkoordinierte und ineffiziente Weise versuchen würden, ihr touristisches Angebot an die steigenden Erwartungen und Anforderungen der Gäste anzupassen. Neben Innotour gehört vor allem auch Schweiz Tourismus zu den bewährten Pfeilern der Tourismuspolitik. Schweiz Tourismus fördert im Auftrag des Bundes die Nachfrage nach der Schweiz als Tourismusland.

Mit der Botschaft über die Standortförderung wird ein Zahlungsrahmen von 187,3 Millionen Franken für Schweiz Tourismus beantragt. Es besteht kein Widerspruch zwischen der Forderung nach einer Wachstumspolitik und dem Antrag auf gleich viele Mittel, wie bisher in der Finanzplanung vorgesehen waren. Innotour plus Schweiz Tourismus verfügen in der Periode 2012–2015 über so viele Mittel, wie bisher in der Finanzplanung vorgesehen waren. Die Innotour-Mittel werden im Schweiz-Tourismus-Bereich kompensiert. Mir ist es lieber, auch in



der nächsten Periode bei einer Politik mitzugehen, die heissen könnte: Wenn Not am Mann ist, wenn es gezielte Interventionen braucht, dann machen wir sie zum entsprechenden Zeitpunkt, mit einer ganz spezifischen Begründung. Schweiz Tourismus ist gefordert, wenn Wachstum resultieren soll – ich weiss das –, und es soll auch Wachstum resultieren; das ist erwünscht. Gefordert ist Schweiz Tourismus in erster Linie in Bezug auf das Setzen von Schwerpunkten und Prioritäten und natürlich auch in Bezug auf eine Effizienzsteigerung.

Wir könnten uns jetzt fragen, welche Auswirkungen konkret zu befürchten wären, wenn einfach die gesamte Standortförderung des Bundes mit einem Federstrich abgeschafft würde. Die Frage ist selbstverständlich hypothetisch, aber ich will trotzdem ein paar Aspekte aufzählen.

Ohne Standortförderung erhielten Tausende von KMU bei ihren Auslandskontakten keine Unterstützung durch die Osec – durch die Exportförderung werden jährlich rund 1800 Kundenmeetings für Basisinformationen sowie 900 verschiedene Projekte und Mandate abgewickelt und gemeinsame Messeauftritte an über zwanzig wichtigen internationalen Messen ermöglicht. Den Exportunternehmen fehlte ohne Standortförderung auch der leistungsfähige Zugang zum Aussennetz mit den Swiss Business Hubs in 18 Schwerpunktländern rund um den Globus.

Ohne Standortförderung könnte die Exportrisikoversicherung den Unternehmen bei grossen Auslandsgeschäften keine Rückendeckung mehr geben – dank der Serv werden in der Schweiz pro Jahr rund 2,5 Milliarden Franken an Bruttowertschöpfung erzielt und, inklusive indirekter Effekte, rund 16 000 Arbeitsplätze geschaffen. Ohne Standortförderung gäbe es keine Werbung von Schweiz Tourismus, ohne Schweiz Tourismus gäbe es keine globale Vermarktung des Schweizer Tourismus und keine zielgerichtete Bearbeitung der dreissig wichtigsten ausländischen Herkunftsmärkte mehr; Schweiz Tourismus beeinflusst rund 12 Millionen Übernachtungen pro Jahr und löst damit einen Umsatz von gut 2 Milliarden Franken aus.

Ohne Standortförderung gäbe es kein gewerbliches Bürgerschaftswesen, und den rund 1700 gewerblichen KMU fehlte damit in der Unternehmensfinanzierung die Unterstützung durch die vier gewerblichen Bürgerschaftsgenossenschaften.

Ohne Standortförderung wäre der Bund nicht bei der Entwicklung von E-Government-Lösungen zur administrativen Entlastung der KMU engagiert – das E-Government des Bundes befreit die KMU in ihrer täglichen Arbeit von unnötiger administrativer Last.

Ohne Standortförderung gäbe es bei der Auslandsvermarktung des Wirtschaftsstandortes Schweiz noch weniger Koordination zwischen den Kantonen. Dank der Standortförderung des Bundes werden in jährlich rund 1,5 Millionen Internetanwendersitzungen generelle Informationen über den Wirtschaftsstandort Schweiz konsultiert, pro Jahr werden 40 000 Broschüren und Dokumente an Interessenten versandt.

Insgesamt generiert die Osec jährlich Kontakte zu rund 6400 an einer Ansiedlung in der Schweiz interessierten Personen. Ohne Regionalpolitik wären in den vergangenen drei Jahren die durch die neue Regionalpolitik aufgegebenen rund 600 Projekte nicht initiiert worden. Wenn ich hier bei der Regionalpolitik bin, Herr Hassler: Es geht um die Entwicklung des ländlichen Raums, und der Einbezug der Grossagglomerationen ist gesetzlich nicht möglich. Mit anderen Worten: Die zwei zusätzlichen Stellen, die wir beantragen, sind nur für die Weiterentwicklung der vor vier Jahren beschlossenen Entwicklung des ländlichen Raums gedacht.

Lassen Sie mich noch ganz kurz auf das Kommissionspostulat 11.3466, "Nachhaltige Entwicklung und Standortförderung", eingehen. Vor zehn Jahren hat der Bundesrat seine strategischen Absichten und konkreten Handlungsanweisungen zur Umsetzung der nachhaltigen Entwicklung in der Schweiz in eine nationale Strategie zusammengefasst. Diese wird zurzeit für die Periode 2012–2015 erneuert. Sie ist auf Bundesebene, bei Kantonen und Gemeinden sowie bei privaten und institutionellen Akteuren gut platziert. Der Bundesrat versteht nachhaltige Entwicklung nicht als Sektoralpolitik, sondern als regulative Idee, die in alle Sektoralpolitiken einzubeziehen ist. Dabei vertritt er das Konzept "Schwache Nachhaltigkeit plus". Das heisst, eine Einbusse bei einer der drei Nachhaltigkeitsdimensionen wird bis zu einem gewissen Grad toleriert, solange bei den anderen zwei Nachhaltigkeitsdimensionen ein entsprechender Mehrwert geschaffen wird und die Einbusse nicht immer zulasten der gleichen Dimension, zum Beispiel der Umwelt, geht. Die Standortförderung hat zum Ziel, die Standortattraktivität und Wettbewerbsfähigkeit unserer Volkswirtschaft zu erhöhen. Sie ist damit auf die Nachhaltigkeitsdimension der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit ausgerichtet. Gleichzeitig

AB 2011 N 811 / BO 2011 N 811

muss sie die Kohärenz mit der Strategie der nachhaltigen Entwicklung anstreben und negative Auswirkungen auf Umwelt und Gesellschaft möglichst vermeiden.

In allen Handlungsfeldern der Standortförderung sind Nachhaltigkeitsüberlegungen in der einen oder anderen Form relevant. Sie kommen aber nicht überall gleich stark zum Ausdruck. Besonders gut verankert sind die Grundsätze der Nachhaltigkeit in der Tourismus- und der Regionalpolitik. Lassen Sie mich das anhand





des Beispiels Regionalpolitik erläutern: Als einer der Grundsätze ist im Bundesgesetz über Regionalpolitik festgehalten, dass die Anforderungen an eine nachhaltige Entwicklung berücksichtigt werden müssen. Die Programmvereinbarungen zwischen Bund und Kantonen halten fest, dass die Kantone den Nachweis einer nachhaltigen Entwicklung im Rahmen ihrer Umsetzung erbringen müssen. Die Kantone müssen deshalb ihre vierjährigen Umsetzungsprogramme sowohl im Voraus als auch im Nachhinein einer Nachhaltigkeitsbeurteilung unterziehen. Und schliesslich müssen die Kantone sicherstellen, dass die Grundsätze der Nachhaltigkeit bei der Beurteilung und Auswahl der Projekte berücksichtigt werden.

Sowohl in der Regionalpolitik als auch in der Tourismuspolitik dienen die Grundsätze der nachhaltigen Entwicklung als wertvolle Leitlinien und Orientierungshilfen für den Einsatz der Fördermassnahmen. Der Bundesrat ist deshalb bereit, im Hinblick auf die Botschaft zur Standortförderung 2016–2019 eine stärkere Integration der Grundsätze der nachhaltigen Entwicklung in die Gesamtstrategie zur Standortförderung zu prüfen. Er empfiehlt Ihnen die Annahme des Postulates.

Damit komme ich zum Schluss meiner Ausführungen. Lassen Sie mich noch einmal zusammenfassen: Die Botschaft legt langfristig eine Basis, damit die KMU den Strukturwandel möglichst gut bewältigen können. Es geht also um den dauerhaften Strukturwandel, der nötig ist, damit Einzelunternehmungen, Branchen und somit die Volkswirtschaft wettbewerbsmässig ganz an der Spitze bleiben. Die Botschaft stärkt unsere Unternehmen im internationalen Wettbewerb und leistet damit einen Beitrag zum Wohlstand dieses Landes, und sie schafft mehr Transparenz durch einen Gesamtüberblick über alle Instrumente der Standortförderung.

de Buman Dominique (CEg, FR), pour la commission: Je donnerai brièvement quelques réponses puisque l'entrée en matière et l'ensemble du projet ne sont pas contestés par les différents groupes parlementaires.

Je ferai d'abord quelques réflexions sur le tourisme. Monsieur Rennwald disait tout à l'heure qu'il était étonné que l'on dise du tourisme qu'il était particulièrement touché, évoquant aussi la question des exportations. Il est vrai que les exportations sont atteintes par la cherté du franc et on en a la preuve dans la réaction du Conseil fédéral qui propose précisément un soutien accru à l'OSEC.

Néanmoins, il y a une différence entre le tourisme et l'industrie d'exportation. Le tourisme offre ses prestations ici et ne peut pas compenser certains coûts par l'importation de matières premières, comme cela peut être le cas dans l'industrie d'exportation où l'on produit des machines et certains articles pour lesquels on a besoin de matières premières que l'on obtient, "grâce à la force du franc", à des conditions plus favorables. Le tourisme ne bénéficie pas de cet effet de balance, sans parler du fait qu'il est pénalisé à double titre. D'un côté, notre Suisse devient chère par rapport à l'étranger, par rapport à d'autres clients, mais les Suisses eux-mêmes, les clients indigènes, sont tentés de passer leurs vacances à l'étranger, là où l'on peut obtenir les effets d'un change favorable pour le client suisse. C'est dire si l'appui tout particulier qui est donné au tourisme par le Conseil fédéral et par la majorité de la commission est tout à fait justifié dans tous ces secteurs de promotion économique.

Ma deuxième remarque s'adresse à Madame Flückiger qui remettait en cause le postulat sur le développement durable (11.3466): il sera impossible de s'opposer à ce postulat dès le moment où aucun amendement individuel n'a été déposé et dès le moment où le Conseil fédéral l'accepte. De par la procédure du Parlement, il y a une acceptation d'office.

Ma troisième et dernière remarque concerne la raison de cette aide si importante que la commission et le Parlement veulent octroyer au tourisme. Il s'agit tout simplement d'aider l'un des secteurs de l'économie publique de notre pays. L'agriculture fait aussi partie de cette stratégie d'un pays qui doit rester indépendant et qui doit exploiter ses atouts. Dans le domaine du tourisme, il n'y a pas une branche unique qui pourrait s'exprimer et engager des fonds pour acquérir de nouveaux marchés: il y a plusieurs secteurs du tourisme – la gastronomie, l'hôtellerie, les remontées mécaniques, les transports. Tous ces secteurs sont relativement séparés et ils ne pourraient pas individuellement proposer une offre touristique, une offre commerciale à l'étranger. C'est par rapport à ces nouveaux marchés, à ce dépassement de ce qui est acquis, que nous devons unir nos moyens et que nous avons besoin de l'appui de la Confédération pour développer une branche qui a certes un savoir-faire et une tradition, mais qui doit aller de l'avant.

Je dirai simplement à Monsieur le conseiller fédéral, qui parlait de l'efficience à augmenter dans le domaine du tourisme, que je peux le rassurer sur le fait que cette branche se bat à fond. Nous ne faisons pas que demander des moyens supplémentaires; il s'agit d'acquérir de nouveaux marchés, et à l'intérieur de la branche, il y a notamment des efforts de rationalisation, d'innovation qui sont consentis, et nous aimerions avoir le plaisir de le voir lors de la remise du Prix du tourisme suisse qui a lieu chaque année en automne ici au Kultur-Casino. Il pourra voir que grâce à Innotour, grâce à ce moyen encouragé aujourd'hui par le Conseil fédéral, on peut promouvoir l'innovation, la créativité et en même temps une gestion toujours plus efficace.



C'est avec ces quelques considérations que je vous invite donc à entrer en matière. Nous reprendrons ensuite, je pense, les différents amendements et les propositions de minorité.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
L'entrée en matière est décidée sans opposition*

1. Bundesbeschluss über die Finanzierung der Exportförderung für die Jahre 2012–2015 1. Arrêté fédéral sur le financement de la promotion des exportations pour les années 2012–2015

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 1

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Fehr Hans-Jürg, de Buman, Fässler, Gysin, Leutenegger Oberholzer, Meier-Schatz, Rechsteiner Paul, Rennwald)

... von 84 Millionen Franken ...

Art. 1

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(Fehr Hans-Jürg, de Buman, Fässler, Gysin, Leutenegger Oberholzer, Meier-Schatz, Rechsteiner Paul, Rennwald)

... de 84 millions de francs ...

AB 2011 N 812 / BO 2011 N 812

Fehr Hans-Jürg (S, SH): Es geht hier um die Exportförderung im eigentlichen Sinne. Wenn Sie die Zahlen der Kommissionsmehrheit und des Bundesrates anschauen, dann sehen Sie, dass statt bisher 17 Millionen neu 18,75 Millionen Franken pro Jahr ausgegeben werden sollen. Man hat also den Eindruck, als ob man mehr aufwenden wolle. Aber dieser Eindruck täuscht, denn von den zusätzlichen 1,75 Millionen Franken pro Jahr wandert eine Million direkt von der einen Bundeskasse in die andere, weil die Exportförderung neu auch mehrwertsteuerpflichtig ist. Die verbleibenden 750 000 Franken werden für den Ausgleich der Teuerung der kommenden vier Jahre vorgesehen. De facto, real ist das also überhaupt nicht mehr als bisher.

Mein Minderheitsantrag zielt aber noch etwas weiter. Wenn man nämlich die Situation fertig analysiert, dann stellt man fest, dass die Exportförderung für die zurückliegende Teuerung, also für die Inflation in den letzten sieben Jahren, nie entschädigt worden ist. Es gab nie eine Kompensation dafür; wir reden immerhin von über 10 Prozent Teuerung in diesen sieben Jahren. Wenn Sie bei der Variante von Bundesrat und Mehrheit bleiben, ergibt dies real ein Minus; die Exportförderung hat damit weniger Mittel zur Verfügung als in den letzten Jahren. Das ist einer der wesentlichen Gründe, warum wir hier etwas weiter gehen wollen.



Der zweite Grund: Die Osec ist in den letzten fünf Jahren sehr viel produktiver geworden, als sie es je zuvor war. Sie hat innert fünf Jahren ihre Leistung bei praktisch gleichbleibendem Personalbestand verdoppelt. Sie hat ihr Leistungspotenzial ausgeschöpft. Wir können jetzt nicht davon ausgehen, dass diese Produktivitätssteigerung bei der Osec während der nächsten fünf Jahre einfach weitergeht. Irgendwann stösst man an die Grenzen der Möglichkeiten; das ist hier unseres Erachtens der Fall. Die Osec muss aber auch in den kommenden vier oder acht Jahren in der Lage sein, mehr zu leisten, damit sie neue, grosse Märkte wie z. B. Indien – Märkte, die wir via Freihandelsabkommen erschliessen – überhaupt bearbeiten kann. Das heisst, es kommt auf diese Organisation ein Mehr an Arbeit zu, wenn sie so wirkungsvoll bleiben soll, wie sie es jetzt ist.

Wir finden es grundsätzlich und hier erst recht falsch, dass man ausgerechnet in einer Zeit, wo unser Franken derart hart ist und damit jeder Form von Export derart Probleme verursacht, einer auf Exportförderung ausgerichteten Institution die zur Verfügung stehenden Mittel real kürzt – wir müssen hier von den realen Zahlen reden, nicht von den nominellen. Die Minderheit will deshalb eine sehr moderate Erhöhung der Mittel um gut 2 Millionen Franken pro Jahr. Mit diesen gut 2 Millionen Franken gleichen wir die zurückliegende Teuerung aus und stellen in den kommenden vier Jahren zusätzliche Ressourcen für zusätzliche Anstrengungen in den Zukunftsmärkten bereit. Das ist die Begründung dafür, dass wir hier über die Anträge des Bundesrates und der Kommissionsmehrheit hinausgehen wollen.

Es ist dies ein Antrag, der im ureigensten Interesse der exportierenden schweizerischen Klein- und Mittelbetriebe ist. Ich bitte Sie daher, dem Antrag unserer Minderheit zuzustimmen.

Schelbert Louis (G, LU): Unsere Fraktion hält eine generelle Erhöhung des Kreditrahmens nicht für nachhaltig. Einer Erhöhung des Kredits über die ganze Periode könnten wir nur zustimmen, wenn sie ausdrücklich der Ökologie verpflichtet wäre. Das ist aber nicht der Fall. Natürlich sind auch uns Grünen die Schwierigkeiten der Exportwirtschaft bewusst, und wir wissen, dass die Schweiz jeden zweiten Franken im Ausland verdient. Wir halten jedoch Massnahmen zur Bekämpfung der übertriebenen Stärke des Frankens für sinnvoller und für zukunftsfähiger.

Wir hatten im Rahmen eines Informationsbesuchs der zuständigen Subkommission der FK Gelegenheit, die Osec näher kennenzulernen. Wir haben einen sehr positiven Eindruck gewonnen, unseres Erachtens entwickelt sich die Osec zum Positiven. Allerdings haben wir auch gesehen, dass zum Beispiel eine spezielle Förderung für innovative, umweltfreundliche und energieeffiziente Produkte nicht vorgesehen ist.

Die Schweiz steht vor entscheidenden Weichenstellungen. Wir müssen fort von der Wegwerfproduktion hin zu einer Kreislaufwirtschaft, wir müssen weg von Energieverschleiss hin zu Energiesparen und Energieeffizienz. Da müssen alle mithelfen, insbesondere auch staatliche und vom Staat unterstützte Institutionen zur Entwicklung und Förderung der Wirtschaft. Es ist wichtig, dass auch in der Exportförderung der Fokus auf zukunftsfähige Produkte gelegt wird. Leider ist das im Rahmen dieser Botschaft nicht der Fall.

In diesem Sinne bitten wir Sie, dem Minderheitsantrag nicht zu folgen, auch im Bewusstsein, dass ja weitere Mittel beim EDA eingestellt sind, von denen Kollege Fehr Hans-Jürg nicht gesprochen hat.

Fässler-Osterwalder Hildegard (S, SG): Ich möchte Sie bitten, die Minderheit Fehr Hans-Jürg zu unterstützen. Seit ich hier im Rat bin, ist das Thema Osec etwas, das auf der Traktandenliste steht, und als ich das erste Mal davon hörte, hätte ich mir nie denken können, dass ich mich dafür einsetzen würde, den Betrag für diese Organisation zu erhöhen. Ich erinnere mich zum Beispiel an eine Interpellation Mörgeli (02.3533) aus dem Jahr 2002, mit welcher der Interpellant auf einen Einbruch des Kundenumsatzes im Jahr 2001 hinwies. Das war aber gerade die Zeit der Neuorganisation der Osec, es war eine Umbruchzeit mit neuem Personal. Seither hat die Osec, glaube ich, diese Wende wirklich geschafft, auch wenn kurz danach noch einmal ein Gewitter über das Osec-Personal hinwegging und auch einige Köpfe rollen mussten. Aber diese Zeit, das kann man wirklich sagen, ist vorbei – *Tempi passati!* Die Osec macht heute eine gute Arbeit, und es ist nichts als richtig, dass wir jetzt auch den Betrag an die Teuerung, die vom Jahr 2004 an bis heute nicht ausgeglichen wurde, anpassen und ihn deshalb entsprechend erhöhen; dies, damit das Budget der Osec nicht weiter auf alten Zahlen basieren muss.

Eines der Ziele der Osec ist eine bessere Koordination und Zusammenarbeit zwischen den Kantonen und dem Bund. Das ist eine dringende Aufgabe – es wurde heute schon mehrfach gesagt –, die durch die Osec auch verstärkt werden soll. Eine Delegation der APK hatte ja die Chance, eine Reise nach London und Dublin zu machen, und ich kann Ihnen nur sagen: Die Konkurrenz schläft nicht, auch im Ausland wird gearbeitet. Wir haben auch vor Ort sehen können, dass die Osec eine gute Arbeit macht.

In diesem Sinn möchte ich Sie bitten, diesem moderaten Zusatz von 9 Millionen Franken auf vier Jahre zuzustimmen.



Schneider-Ammann Johann N., Bundesrat: Ich höre natürlich sehr gerne, dass Sie mit der Leistung und mit dem Ergebnis, das die Osec erzielt, erwirkt, zufrieden sind. Ich kann auf jeden Fall feststellen, dass es sehr viel besser ist als noch vor einigen Jahren. Ich teile diese Auffassung. Es stehen nie genügend Mittel zur Verfügung, oder es könnten immer mehr Mittel sein. Ich verteidige hier jetzt auch die Forderung nach einem gesunden Bundeshaushalt in der Zukunft; er ist die allerbeste Standortförderung. Deshalb bin ich sehr zurückhaltend und mache Ihnen weiterhin den Entwurf des Bundesrates beliebt. Wir können innerhalb der Osec und innerhalb des Osec-Netzwerks zusätzliche Schwerpunkte setzen, wir können Prioritäten setzen, wir können eine Qualitätssteigerung vornehmen. Das kann man überall tun, das kann man auch im Osec-Kontext tun. Man kann gleichzeitig auch den Entwicklungen der Freihandelsverträge folgen und in den Ländern, in welchen der Zugang für unsere Volkswirtschaft verbessert wird, mit der Osec unterstützend aktiv werden. Der langen Rede kurzer Sinn: Die Osec ist gut unterwegs; es geht um die Bildung von Schwerpunkten, es geht um Qualitätssteigerung. Wir kommen mit den Mitteln aus. Ich mache Ihnen beliebt, dem Bundesrat zu folgen und sich bewusst zu sein, dass wir auch in diesem Bereich einen Beitrag zu einem gesunden Bundeshaushalt leisten wollen. Das ist letztlich die allerbeste Standortförderung.

AB 2011 N 813 / BO 2011 N 813

de Buman Dominique (CEg, FR), pour la commission: En ce qui concerne l'OSEC, nous avons une proposition de majorité et une autre de minorité. La proposition de la minorité a été combattue au sein de la commission, par 15 voix contre 7.

Il peut sembler paradoxal qu'une majorité politique soit favorable à un montant inférieur pour une aide à la promotion des exportations. Néanmoins, il faut dire qu'au sein de la commission nous avons reçu l'assurance de la part de Monsieur le conseiller fédéral Schneider-Ammann que des moyens seraient mis à disposition pour compenser l'inflation qui s'est manifestée ces dernières années. Un chiffre a même été avancé, de l'ordre de 4,7 millions de francs. Voilà pour l'argument du Conseil fédéral.

Et puis un argument est venu des membres de la commission, qui estiment notamment que les cantons devraient peut-être aussi mettre davantage la main au porte-monnaie, dès lors qu'il y a une collaboration entre la Confédération et les cantons en matière de soutien à l'exportation.

Pour ces raisons financières, structurelles ou institutionnelles, la majorité de la commission vous propose de vous en tenir au montant prévu dans le projet du Conseil fédéral, c'est-à-dire à 75 millions de francs.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 11.019/5522)

Für den Antrag der Mehrheit ... 114 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 43 Stimmen

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 11.019/5523)

Für Annahme der Ausgabe ... 165 Stimmen

(Einstimmigkeit)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

Art. 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble





(namentlich – nominatif; 11.019/5524)
Für Annahme des Entwurfes ... 163 Stimmen
(Einstimmigkeit)

2. Bundesbeschluss über die Finanzierung der Förderung der Information über den Unternehmensstandort Schweiz für die Jahre 2012–2015
2. Arrêté fédéral sur le financement de la promotion des conditions d'implantation des entreprises en Suisse pour les années 2012–2015

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 1

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 11.019/5525)

Für Annahme der Ausgabe ... 165 Stimmen

(Einstimmigkeit)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 11.019/5526)

Für Annahme des Entwurfes ... 169 Stimmen

(Einstimmigkeit)

8. Bundesgesetz über die befristete Ergänzung der Versicherungsleistungen der Schweizerischen Exportrisikoversicherung

8. Loi fédérale sur l'extension provisoire des prestations de l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Ziff. I, II

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, ch. I, II

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté



Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
(namentlich – nominatif; 11.019/5527)
Für Annahme des Entwurfes ... 171 Stimmen
(Einstimmigkeit)

7. Bundesgesetz über die Förderung von Innovation, Zusammenarbeit und Wissensaufbau im Tourismus
7. Loi fédérale encourageant l'innovation, la coopération et le développement du savoir dans le domaine du tourisme

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress

Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule

Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 1

Antrag der Mehrheit
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Thorens Goumaz, Fässler, Fehr Hans-Jürg, Leutenegger Oberholzer, Rechsteiner Paul, Rennwald, Schelbert)
... Kredite gemäss den Grundsätzen der nachhaltigen Entwicklung Finanzhilfen ...

Art. 1

Proposition de la majorité
Adhérer au projet du Conseil fédéral

AB 2011 N 814 / BO 2011 N 814

Proposition de la minorité

(Thorens Goumaz, Fässler, Fehr Hans-Jürg, Leutenegger Oberholzer, Rechsteiner Paul, Rennwald, Schelbert)
... du tourisme, conformément aux principes du développement durable.

Thorens Goumaz Adèle (G, VD): Le message sur la promotion économique pour les années 2012 à 2015 est accompagné d'une stratégie pour le tourisme suisse en réponse au postulat Darbellay 08.3969, "Stratégie pour le tourisme suisse". Ce document fournit un excellent état des lieux du tourisme suisse et esquisse des pistes prospectives intéressantes. Il faut notamment relever l'importance qu'il accorde au développement durable, contrairement à ce qui figure dans le message sur la promotion économique même. Dans le cadre de la politique du tourisme, ce thème a été traité de manière systématique. Les richesses de la Suisse sont reconnues comme étant à la base du tourisme. L'importance des transports publics et de la mobilité douce est également soulignée. Les enjeux environnementaux ayant un impact sur le tourisme sont abordés, notamment la protection du climat ou du paysage. Enfin, la stratégie reconnaît la demande de la clientèle en matière de tourisme durable et proche de la nature et elle envisage toute une série de propositions innovantes axées sur la qualité, notamment en rapport avec l'agriculture et les produits de proximité. Cependant, des objectifs et des mesures concrètes manquent pour que l'on puisse vraiment tenir compte des principes du développement durable sur le terrain. Le thème de la formation est notamment insuffisamment traité.





Dans le cadre des projets Innotour, des modifications allant dans le bon sens ont malgré tout été apportées. L'article 3 de la loi précise désormais que les projets soutenus par la Confédération doivent favoriser un développement touristique durable. Les membres du groupe des Verts saluent cette innovation mais souhaiteraient que cette orientation soit inscrite plus clairement dans la loi. C'est pourquoi ils vous proposent de mentionner le développement durable à l'article 1, qui définit l'objet de la loi. Il s'agit d'y ajouter simplement les mots: "... conformément aux principes du développement durable." La promotion de la durabilité dans le domaine du tourisme deviendrait ainsi un objectif clair pour la Confédération et non pas uniquement un critère de sélection parmi d'autres pour accorder ou non un soutien aux projets présentés.

Je vous remercie d'avance d'accorder vos suffrages à la proposition de la minorité.

Müller Geri (G, AG): Beim Antrag der Minderheit Thorens Goumaz geht es darum, das festzuschreiben, was in der Diskussion – Sie sehen das in den Materialien – schon behandelt worden ist, nämlich dass die Kredite gemäss den Grundsätzen der nachhaltigen Entwicklung eingesetzt werden sollen. Was wir wollen, ist, dass man dafür auch wirklich eine Garantie hat, dass man sich dafür auf das Gesetz stützen kann; denn wir gehen davon aus, dass die Förderung von Innovation im Tourismus nur auf Nachhaltigkeit aufbauen kann.

Die Schweiz ist eines der vielen Länder, die um die Touristen konkurrieren. Die Grundsätze der Schweizer Förderung sind auch deshalb sehr wichtig, weil die Schweiz vor allem dank ihrer natürlichen Gegebenheiten, die es in den Berggebieten weitgehend noch gibt, attraktiv ist. Aber es gibt natürlich auch schlechte Beispiele aus der Vergangenheit, und diese schlechten Beispiele möchten wir in Zukunft verhindern. Wir möchten nicht, dass ein Bergdorf so aussieht wie New York City. Wir möchten nicht, dass der Verkehr überhandnimmt und die Ruhe des Tourismus stört. Dazu gibt es in der Schweiz verschiedene Initiativen, auch aus dem Transportgewerbe selber. Es gibt Kurorte, die man auch ohne Privatfahrzeug anfahren kann.

Es geht darum, dass die Argumente für den Schweizer Tourismus sehr stark ins Zentrum gerückt werden, es geht quasi um das Alleinstellungsmerkmal betreffend diese Frage. Wir haben harte Konkurrenz. Wir haben Konkurrenz in Österreich, auch ein Bergland, das uns auf diesem Gebiet sehr weit voraus ist und das auch grosse Vorteile hat. Da muss die Schweiz an einigen Orten wirklich nacharbeiten, und deshalb soll gesetzlich verbrieft sein, dass man intensiv an dieser Frage arbeitet. Letztlich betrifft diese Frage das ganze Land, denn nachhaltige Entwicklung heisst auch Arbeitsplätze in der Schweiz, weil sie Arbeitsplätze generiert.

Ein zweiter Bereich betrifft die Berufsbildung. Noch immer ist es so, dass in den Tourismusorten sehr viele Schweizerinnen und Schweizer an den Arbeitsplätzen fehlen. Das hat einerseits mit der Promotion der Ausbildung zu tun. Ich hoffe, dass auch das bei der nachhaltigen Förderung mitgemeint ist; denn wir wissen natürlich, dass vor allem im Gastronomiebereich in der Schweiz ein Interesse besteht. Das heisst aber auch, dass die Berufsbildung in diesem Bereich noch ganz massiv zulegen muss.

Das Ziel dieses Antrages ist, das im Gesetz festzuhalten. Das Ziel ist, dass man auf Qualität setzt, nicht auf Quantität.

Ich bitte Sie also sehr, diesem Minderheitsantrag zuzustimmen.

Rennwald Jean-Claude (S, JU): Comme je l'ai déjà indiqué brièvement lors du débat d'entrée en matière, le groupe socialiste soutiendra à l'article 1 la proposition de la minorité Thorens Goumaz.

Comme beaucoup, nous sommes d'avis que le tourisme est une branche essentielle de l'économie suisse, mais nous estimons aussi qu'on ne peut pas faire n'importe quoi au nom du développement touristique. C'est pourquoi nous soutenons l'idée de mettre la promotion touristique en conformité avec les principes du développement durable. Dans un ouvrage paru voici plusieurs décennies déjà, "Les Maquereaux des cimes blanches", le grand écrivain valaisan Maurice Chappaz avait déjà mis en garde contre un développement effréné des régions alpines, contre la mise à sac de nos montagnes, de nos paysages et, finalement, de nos identités régionales. Dans certaines stations et régions des Alpes, on ne l'a malheureusement pas écouté.

Mais vous le savez bien: il n'est jamais trop tard pour bien faire. Il n'est jamais trop tard pour éviter la répétition d'erreurs dont certaines ont été ou sont fatales. Je pense par exemple au boom immobilier qui est intervenu à Verbier, qui est désormais une ville où l'on sent plus les odeurs des gaz d'échappement que celles des pins et des mélèzes. Le développement durable a peut-être un prix, mais c'est d'abord un investissement pour l'avenir, un investissement qui sauvegardera certaines régions, certains paysages, et qui nous permettra d'attirer de nouveaux touristes chez nous durant des décennies, voire des siècles. C'est cette vision à long terme, et non pas une vision à court terme, qui est créatrice de richesses et qui recèle passablement de gisements d'emplois. Pour toutes ces raisons, le groupe socialiste vous invite donc à soutenir la proposition de la minorité Thorens Goumaz.

Schneider-Ammann Johann N., Bundesrat: Innovation und Nachhaltigkeit sind keine Gegensätze, ganz im



Gegenteil. Ich habe vorhin im Zusammenhang mit dem Postulat vom Konzept "Schwache Nachhaltigkeit plus" gesprochen. Ich habe diesen Begriff geprägt, und ich habe vorhin gesagt, man nehme allenfalls in einer Dimension eine Einbusse in Kauf, wenn in zwei Dimensionen ein Mehrwert entstehen könne. Das muss ganz grundsätzlich das Prinzip sein.

Hier sprechen wir vom Gesetz. Ich bitte Sie, keine formelle Vorgabe bezüglich der Projektprüfung ins Gesetz zu schreiben. Denn es müsste anschliessend jedes einzelne Projekt auf seine Nachhaltigkeit untersucht und bewertet werden, und das heisst nichts anderes, als dass bei Bund und Kantonen administrativer Aufwand entstehen würde und die Projekte verzögert würden, also die Absicht der Innovationsförderung eher gebremst denn beschleunigt und unterstützt würde.

In diesem Sinne bitte ich Sie, den Antrag der Minderheit Thorens Goumaz abzulehnen und der Mehrheit zu folgen, wissend, dass Innovation und Nachhaltigkeit keine

AB 2011 N 815 / BO 2011 N 815

Gegensätze sind, und wissend, dass ich beim Postulat vorhin gesagt habe, dass wir beantragen, es anzunehmen, und dass wir eine Politik der "Schwachen Nachhaltigkeit plus" verfolgen. Hören Sie vor allem das "plus". Aber schreiben Sie nicht ins Gesetz, dass jedes einzelne Projekt geprüft sein muss.

Thorens Goumaz Adèle (G, VD): Monsieur le conseiller fédéral, vous craignez des difficultés d'application pour ces critères de durabilité, des lourdeurs administratives. Dans la politique régionale, actuellement, pour obtenir des soutiens aux projets, ceux-ci doivent être soumis à une évaluation de la durabilité. Cela fonctionne très bien dans la politique régionale. Pourquoi cela ne fonctionnerait-il pas aussi bien dans la politique du tourisme?

Schneider-Ammann Johann N., Bundesrat: Ich bin mit Ihnen einverstanden: Wenn es gemacht wird, umso besser! Ich bin auch der Meinung, dass diese Nachhaltigkeitsfrage keine neue und kurzfristige Frage ist, sondern ganz grundsätzlich unsere Politik bestimmen muss.

Ihre Frage gibt mir vielleicht die Gelegenheit, auch noch schnell auf die Bemerkung von Herrn Nationalrat Müller zu reagieren, der von Bildung gesprochen hat: Mehr und mehr wird die Nachhaltigkeitsfrage auch in die Bildung integriert. Damit werden die Voraussetzungen geschaffen, dass man der Nachhaltigkeit wirklich auch nachleben kann. Ich mache jetzt keinen Unterschied, für mich ist es überall das Gleiche. Auch im Tourismus soll es also die Nachhaltigkeit geben. Ich will sie einfach jetzt nicht ins Gesetz geschrieben haben, und zwar aus folgendem Grund: Das würde, wie ich vorhin gesagt habe, bedeuten, dass jedes einzelne Projekt sehr aufwendig geprüft werden müsste, dass die Projekte so verzögert und verteuert würden und möglicherweise die Innovationswirkung einfach nicht mehr einträte – und das wollen Sie ja auch nicht.

Noser Ruedi (RL, ZH), für die Kommission: Die Kommissionmehrheit empfiehlt Ihnen, den Antrag der Minderheit nicht zu unterstützen, auch im Bewusstsein, dass wir hier eine kleine Scheindiskussion führen. Innotour hat die Aufgabe, Projekte mit der Zielsetzung zu finanzieren, dass die 400 Verkehrsvereine und die vielen anderen Tourismusanbieter besser miteinander zusammenarbeiten. Diese Projektfinanzierung soll im Rahmen der Tourismusstrategie stattfinden, die im Tourismusgesetz definiert ist. Wenn man also über Nachhaltigkeit diskutieren will, sollte man das nicht bei dieser Projektfinanzierung tun, sondern man sollte dann über den gesamten Tourismus diskutieren.

Ich glaube, dass wir uns in diesem Land alle bewusst sind, dass die Landschaft das Wertvollste ist, das wir im Tourismus anbieten können, und dass wir dazu Sorge tragen müssen. Aus diesem Grund hat die Kommission auch einem Postulat zugestimmt, nach welchem der Bundesrat prüfen soll, ob die Nachhaltigkeit nicht besser verankert werden könnte. Aber bitte bringen Sie das Anliegen nicht im Rahmen der Projektfinanzierung ein.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 11.019/5528)

Für den Antrag der Mehrheit ... 109 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 58 Stimmen

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 11.019/5529)

Für Annahme der Ausgabe ... 174 Stimmen





(Einstimmigkeit)

*Das qualifizierte Mehr ist erreicht
La majorité qualifiée est acquise*

Art. 2–10

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 11.019/5530)

Für Annahme des Entwurfes ... 174 Stimmen

(Einstimmigkeit)

4. Bundesbeschluss über die Finanzierung der Förderung von Innovation, Zusammenarbeit und Wissensaufbau im Tourismus für die Jahre 2012–2015

4. Arrêté fédéral sur le financement de l'encouragement de l'innovation, de la coopération et du développement du savoir dans le domaine du tourisme pour les années 2012–2015

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 1

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 11.019/5531)

Für Annahme der Ausgabe ... 172 Stimmen

(Einstimmigkeit)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 11.019/5532)

Für Annahme des Entwurfes ... 175 Stimmen

(Einstimmigkeit)

3. Bundesbeschluss über die Finanzhilfe an Schweiz Tourismus für die Jahre 2012–2015

3. Arrêté fédéral concernant l'aide financière accordée à Suisse Tourisme pour les années 2012–2015





Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 1

Antrag der Mehrheit

Abs. 1

... von 207,3 Millionen Franken ...

AB 2011 N 816 / BO 2011 N 816

Abs. 2

In diesem Betrag enthalten sind zusätzliche Mittel von 12 Millionen Franken zur Abfederung der Frankenstärke im Jahr 2012.

Antrag der Minderheit

(Darbellay, Bischof, de Buman, Favre Charles, Gysin, Meier-Schatz, Müri, Zemp)

... von 222 Millionen Franken ...

Art. 1

Proposition de la majorité

Al. 1

... de 207,3 millions de francs ...

Al. 2

Ce montant comprend des moyens supplémentaires de 12 millions de francs destinés à compenser les effets de la force du franc en 2012.

Proposition de la minorité

(Darbellay, Bischof, de Buman, Favre Charles, Gysin, Meier-Schatz, Müri, Zemp)

... de 222 millions de francs ...

Darbellay Christophe (CEg, VS): Je défends ici la minorité à l'article 1, en demandant pour les années 2012 à 2015 un crédit de 222 millions de francs pour le tourisme suisse. C'est un montant inférieur à la demande de Suisse Tourisme, qui prévoit la stratégie de croissance ainsi qu'une compensation du renchérissement. La majorité a déjà fait ici une première correction dans le projet du Conseil fédéral: elle consistait à améliorer cette position, puisque le Conseil fédéral voulait maintenir Innotour et, pour ce faire, prendre 20 millions de francs sur le crédit de Suisse Tourisme, ce qui n'était évidemment pas acceptable. Cette première erreur a été corrigée par la majorité.

Ma volonté est de corriger la seconde erreur, c'est-à-dire le fait que le Conseil fédéral, pour compenser le franc suisse fort, voulait rajouter 12 millions de francs, ce qu'il a fait: il a donné d'une main et repris de l'autre. Pour ma part, je vous suggère d'augmenter le crédit d'un montant correspondant à peu près à cette mesure anticrise pour compenser la force du franc suisse, le portant ainsi à 222 millions de francs. C'est la proposition de la minorité.

Je crois qu'il y a de très bonnes raisons de le faire; c'est la logique et ce n'est pas un cadeau. Il faut faire cet effort, parce que le tourisme est particulièrement sujet aux fluctuations monétaires. Il y est encore plus sujet que les autres branches d'exportation. C'est un domaine où le potentiel est prouvé par des études, notamment celle sur le potentiel de croissance du tourisme suisse publiée par le World Economic Forum, qui montre que l'on a beaucoup de possibilités, que le nombre de touristes en provenance de l'Asie, par exemple de la Chine, dépassera dans très peu de temps, comme marché touristique, celui des Etats-Unis, que dans l'espace de





vingt ans on aura un doublement du potentiel touristique en provenance de ces pays. On a déjà des taux de croissance extrêmement intéressants avec l'Asie – plus 16 pour cent l'an dernier –, avec l'Amérique – plus 9 pour cent. Nous pourrions donc, malgré une concurrence très forte et très attractive au niveau des prix, avec une stratégie de qualité, avec une stratégie de marketing beaucoup plus intensive sur des nouveaux marchés, développer le potentiel extraordinaire du tourisme suisse.

Je dis déjà dans l'introduction qu'il ne s'agit pas d'une dépense supplémentaire, mais bien d'un investissement dans une branche importante pour l'économie de l'ensemble du pays. Avec 175 000 emplois, c'est l'un des grands secteurs de l'économie suisse, dans toutes les régions du pays, en commençant par les villes, puisque le tiers du tourisme vient des villes.

Et puis, un franc investi pour Suisse Tourisme, ce sont 41 francs de chiffre d'affaires et 6 francs d'impôt. Ce qu'on investit a donc un effet de levier très important et, dans ce contexte-là, le jeu en vaut absolument la chandelle. Investir dans la croissance, c'est travailler sur plusieurs marchés. 75 pour cent de nos clients viennent de l'Union européenne, mais ces marchés sont en stagnation. Si vous voulez maintenir le potentiel, il faut investir dans des marchés dont le développement coûtera un peu plus cher, puisque ce sont de nouveaux marchés – c'est le cas des pays d'Asie et d'Amérique –, mais qui sont des marchés très importants. Il faut compenser le fait que la durée du séjour moyen a diminué pour passer de 2,9 nuitées par touriste en Suisse à 2,2 nuitées. Cela signifie qu'il faut 25 pour cent de touristes supplémentaires pour obtenir le même potentiel de nuitées.

Il s'agit vraiment ici d'un enjeu très important. Pour l'ensemble du pays, on parle de 5 pour cent du produit intérieur brut généré par le tourisme, plus ou moins directement. Si l'on se place du point de vue de la ville de Lucerne, si l'on se place du point de vue des Grisons, d'Andermatt, du Valais, ou de l'Oberland bernois, l'intérêt est absolument clair. J'ai parlé tout à l'heure à des Genevois, et ils savent aussi l'importance du tourisme pour leur ville. Investir ce montant, qui paraît tout de même relativement modeste, permettrait vraiment d'investir dans la stratégie de croissance, qui a été fort bien développée par le Conseil fédéral. Mais là je dois regretter, très clairement, que le Conseil fédéral mette en place une stratégie de croissance qui me paraît parfaitement intéressante et intelligente, mais que ces belles promesses ne soient pas suivies d'actes.

Vous pouvez ancrer ces actes, pour développer le tourisme suisse, pour vraiment donner une chance à cette stratégie de croissance pour tout ce secteur économique, en soutenant cette proposition de minorité.

Schelbert Louis (G, LU): Die Fraktion der Grünen ist sich bei diesen Anträgen nicht einig. Es gibt einen Teil, der den Bundesrat unterstützen wird, der nach meinen Informationen an seinem Entwurf festhält, es gibt einen Teil, der mit der Mehrheit, also für die Erhöhung des Kredits auf 207,3 Millionen Franken, stimmen wird, und es gibt einen Teil, der mit dem Antrag der Minderheit Darbellay liebäugelt und noch weiter gehen möchte. Nach meinem persönlichen Dafürhalten ist der Entwurf des Bundesrates angemessen, er ist finanzpolitisch austariert.

Generell sind wir Grünen – da ist sich die Fraktion einig – der Meinung, dass in Sachen Tourismus und Tourismuszukunft die Einstellung zur Qualität das Entscheidende ist: Qualität im Sinne der Verbesserung der Dienstleistungen und Angebote, Qualität im Sinne einer nachhaltigen Tourismusentwicklung, die auch die Bedürfnisse der Umwelt und der Landschaft mit einschliesst, Qualität aber auch im Sinne des Fortführens von Bildung und Weiterbildung.

Zum Thema Bildung möchte ich zwei, drei Bemerkungen machen. In der Kommission sagte ein Vertreter von Hotelleriesuisse zu diesem Thema, bei der Schulung des Personals habe sich in den letzten Jahren eine Verbesserung ergeben. Man habe mit der Personenfreizügigkeit in der Hotellerie einen enormen Qualitätsschub erlebt und habe sehr viele qualifizierte Mitarbeitende in die Schweiz holen können. Weiter verwies er auf den Gesamtarbeitsvertrag, der ja auch die Bildung und die Weiterbildung sowie deren Vollzug beinhaltet. Der Vertreter von Schweiz Tourismus zeigte sich nicht wirklich interessiert an der Bildungsfrage. Er hat formell Recht, weil Schweiz Tourismus nicht dafür verantwortlich ist. Wir hätten allerdings erwartet, dass die Verantwortlichen im Tourismus klare Bekenntnisse zur Bildung und Weiterbildung in der Schweiz ablegen. Das haben wir schmerzlich vermisst. Wir müssen wissen: Qualität beruht in der Schweiz im Wesentlichen darauf, dass wir gut ausgebildetes Personal haben und dass wir zur natürlichen Umwelt Sorge tragen. Investitionen sind vor allem in diesen Bereichen notwendig; das ist aber mit der Vorlage, wie sie heute vor uns liegt, ja nicht wirklich gemeint. In diesem Sinne möchte ich darum bitten, dass im Bereich des Tourismus verstärkt auf die Qualität geachtet wird.

AB 2011 N 817 / BO 2011 N 817

Hinsichtlich der Abstimmung bin ich im Grunde auch gespannt, wie sich die einzelnen Mitglieder unserer





Fraktion dann verhalten werden.

Fehr Hans-Jürg (S, SH): Sie sehen auf der Fahne, dass der Bundesrat einen Zahlungsrahmen vorsah, der um 20 Millionen Franken unter dem Status quo liegt. Das heisst, der Bundesrat wollte das andere Geschäft, Innotour, finanzieren, indem er 20 Millionen bei Schweiz Tourismus weggenommen hätte. Wir haben in der Kommission dafür gesorgt, dass es nicht so weit kommt; das ist die Linie der Mehrheit. Das heisst, wenn Sie der Mehrheit zustimmen, dann stimmen Sie dem Status quo zu, dann sparen wir nicht auf dem Buckel von Schweiz Tourismus, dann geben wir aber auch nicht mehr als bisher aus.

Ich möchte Sie gleichzeitig bitten, den Antrag der Minderheit Darbellay, der ja noch einmal 15 Millionen Franken höher geht, abzulehnen. Dies aus folgenden Gründen: Wir sind der Meinung, dass die Tourismusbranche in der Schweiz noch gewisse strategische Mängel, gravierende strategische Mängel aufweist und dass es, bevor diese strategischen Verbesserungen geschehen sind, nicht angeht, Schweiz Tourismus mit mehr Geld als bisher zu versehen.

Ich möchte Ihnen ein paar konkrete Beispiele nennen, damit Sie mit der Floskel "strategische Mängel" etwas anfangen können. Ich stütze mich bei dem, was ich jetzt sage, auf die umfangreiche Studie der Universität St. Gallen, die diesen Berichten und diesen Bundesbeschlüssen ja zugrunde liegt. Es ist da zum Beispiel festgestellt worden, dass die schweizerische Hotellerie unwirtschaftlich ist, weil sie viel zu kleinbetrieblich strukturiert ist. Es ist zum Beispiel festgestellt worden, dass es im schweizerischen Tourismus weitgehend an Nachhaltigkeit fehlt. Es ist festgestellt worden, dass es kaum eine vernünftige Zusammenarbeit zwischen der Tourismuspolitik, der Agrarpolitik und der Regionalpolitik gibt. Es ist das festgestellt worden, was Kollege Schelbert heute Morgen schon mehrfach ins Feld geführt hat: Es gibt kein wirkliches Aus- und Weiterbildungskonzept im Schweizer Tourismus, das auch dafür sorgen würde, dass mehr einheimische Leute in Kontakt zu den Touristinnen und Touristen kommen.

Für uns ein zusätzlicher Aspekt: Wir haben bei der Mehrwertsteuer immer noch den Sondersatz für die Beherbergungsbranche. Die Studie der Universität St. Gallen stellt diesbezüglich gnadenlos fest: Dieser Sondersatz ist bezüglich Tourismusförderung absolut wirkungslos. Diese Meinung vertreten wir auch schon lange, denn das ist ein Beispiel für die berühmte Rasenmähermethode, bei der man ziellos Mittel zur Verfügung stellt, statt dass man mit der Hälfte der Mittel das Doppelte an positiver Wirkung erzielt.

Das sind namhafte Mängel, auf die ich hier hinweise und über die man nicht einfach hinwegsehen kann. Die sozialdemokratische Fraktion ist schon länger der Auffassung, dass man diese strategischen Mängel nur dann beseitigen kann, wenn man in der Schweiz ein eigentliches Tourismusgesetz erlässt. Im Rahmen dieses Tourismusgesetzes müsste dann auch der Sondersatz bei der Mehrwertsteuer in die Diskussion gebracht werden, damit von der finanziellen Seite her dem Grundsatz nachgelebt werden könnte: Weniger Mittel führen zu mehr Wirkung.

Das sind die Gründe, weshalb wir den Antrag der Minderheit Darbellay ablehnen. Es sind aber auch die Gründe, weshalb wir hinter der Mehrheit stehen und nicht hinter dem Sparkurs des Bundesrates.

Ineichen Otto (RL, LU): Herr Fehr, Sie sprechen von strategischen Mängeln der Hotellerie. Ich kann Ihnen sagen, ich habe jetzt zehn Abschlüsse von Top-Hotels in der Schweiz gesehen. Diese kämpfen heute mit dem extrem starken Schweizerfranken, sie kämpfen mit einer zwei- bis dreimal höheren Kostenstruktur als Hotels in EU-Ländern.

Meine Frage: Möchten Sie tatsächlich, dass in den nächsten drei, vier Jahren Hotels in Eigentumswohnungen umfunktioniert werden? Ich muss Ihnen sagen, wir brauchen ganz dringend neue Märkte. Was Sie jetzt gesagt haben, ist völlig weltfremd.

Fehr Hans-Jürg (S, SH): Wie lautet jetzt die Frage?

Ineichen Otto (RL, LU): Meine Frage ist eine ganz konkrete: Was verstehen Sie unter einer Strategieänderung, wenn ein Betrieb unter einer derartigen Kostenstruktur leidet und es nur noch ums Überleben geht?

Fehr Hans-Jürg (S, SH): Ich habe Ihnen ja einige dieser Strategiemängel aufgezählt: Der erste, den ich erwähnt habe, ist die zu kleinbetriebliche Struktur im schweizerischen Beherbergungsgewerbe. Das heisst, dass es zu viele Betriebe gibt, die nicht von einer Grösse sind, die einen wirtschaftlichen Betrieb erlauben würde. Das, Kollege Ineichen, sind dann die gefährdeten Betriebe – die werden dann irgendwann zugemacht und zu Zweitwohnungsbunkern umgebaut; das ist das Problem.

Fiala Doris (RL, ZH): Herr Nationalrat Fehr, es ist tatsächlich so, dass 60 Prozent der Hotellerie-Betriebe in der Schweiz weniger als 20 Betten aufweisen. Ich kann das gut nachvollziehen. Aber wenn wir von Nachhaltigkeit



sprechen, dann geht es immer um die Ökologie, die Gesellschaft und die Arbeitsplätze. Auch wenn wir die Strategie noch so klug aufbereiten – was seitens Hotelleriesuisse und Schweiz Tourismus sicher getan wird –, ist es so, dass wir unter dem schwachen Euro, Dollar, Pfund usw. leiden. Ich bitte Sie, mir zu sagen, wie Ihrer Meinung nach diese Industrie und diese Arbeitsplätze überleben können, wenn wir hier jetzt nicht wirklich für diese Branche eintreten.

Fehr Hans-Jürg (S, SH): Ja, Frau Fiala, ich müsste jetzt ziemlich viel Redezeit beanspruchen, um diese fundamentale Frage zu beantworten. Sie haben aber vielleicht gehört, dass ich am Schluss meines Votums gesagt habe, wir sollten genau deshalb ein schweizerisches Tourismusgesetz haben. Im Rahmen einer solchen Gesetzesdiskussion könnten wir das, was Sie jetzt aufgeworfen haben, diskutieren und gesetzlich regeln. Eines muss ich aber schon sagen: Die Frankenstärke ist ein externer Faktor, der auf andere Exportzweige unserer Wirtschaft auch einwirkt. Er wirkt natürlich auch auf die Importzweige ein, Frau Kollegin Fiala, das dürfen wir auch nicht vergessen. Die Frankenstärke führt natürlich zu einer entsprechenden Verbilligung der Importe, was dann wieder ein Vorteil wäre. Was ich aber in meinem Votum vorher angesprochen habe, waren – diesseits der Währungsrelationen – interne Strukturmängel oder Strategieschwächen. Diese müssen wir unabhängig von der Wechselkursituation bereinigen.

Hassler Hansjörg (BD, GR): Ich möchte zuerst gerade auf das Votum meines Vorredners zu sprechen kommen. Er hat unter anderem gesagt, dass der Tourismus noch zu wenig gut mit anderen Sektoren zusammenarbeite, z. B. mit der Landwirtschaft. Da ich aus der Landwirtschaft komme, ist es mir wichtig, Folgendes anzubringen: Von der Landwirtschaft, auch vom Schweizerischen Bauernverband, von den kantonalen Bauernverbänden her gesehen arbeiten wir sehr gut mit den touristischen Organisationen zusammen. Natürlich gibt es noch Verbesserungspotenzial aufseiten der Landwirtschaft, aufseiten des Tourismus. Aber speziell mit Schweiz Tourismus stehen wir in engem Kontakt. Wir haben immer wieder Gedanken über die Weiterentwicklung von Tourismus und Landwirtschaft ausgetauscht. Typisch hierbei ist z. B. der Agrotourismus, den wir jetzt fördern möchten. Hier bestehen schon die Kontakte, die wollen wir selbstverständlich ausbauen. Herr Fehr hat gesagt, dass bei den touristischen Anbietern die Strukturen nicht stimmen würden, dass wir bei den Destinationen auch noch Mängel hätten. Das ist alles richtig, das trifft zu. Wir haben noch nicht optimale Strukturen für die Vermarktung unseres Tourismus. Daran

AB 2011 N 818 / BO 2011 N 818

arbeiten wir, daran müssen alle arbeiten. Das ist eine Aufgabe der Branche. Aber das ist kein Grund, Schweiz Tourismus nicht mit den erforderlichen Mitteln auszustatten. Schweiz Tourismus muss die Arbeit machen können. Die Herausforderungen, die jetzt auf Schweiz Tourismus zukommen, müssen bewältigt werden, unabhängig von unseren Strukturen. Wir wollen an beiden Fronten kämpfen und uns für die bestmöglichen Voraussetzungen einsetzen. Daher unterstützt die BDP-Fraktion die Minderheit Darbellay. Der Tourismus ist für die Schweiz ein ausserordentlich wichtiger Wirtschaftszweig. In einzelnen Gebirgskantonen – natürlich auch im Kanton Graubünden – ist er sogar der absolut wichtigste Wirtschaftssektor. Es gilt daher, zum Tourismus grösste Sorge zu tragen.

Die Tourismusbranche steht aber gegenwärtig vor grossen Herausforderungen. Es wurde auch bereits gesagt: Die Finanz- und Wirtschaftskrise hat in der Branche deutliche Spuren hinterlassen. Der anhaltend starke Franken macht die Situation doppelt schwierig. Wir haben mit der nationalen Logiernächtestatistik eine Grundlage, die aufzeigt, welche Leistungsfähigkeit die Tourismusbranche hat. Sie zeigt seit zwei Jahren einen Minustrend. Die traditionell wichtigsten europäischen Märkte sind eingebrochen. Allein der Rückgang bei den deutschen Gästen betrug in den letzten Jahren eine halbe Million Logiernächte.

Zum Glück gibt es auch gute und starke Gegentrends. Die stabile einheimische Nachfrage zum Beispiel bleibt auf hohem Niveau, und die Zunahme der Gäste aus den Fernmärkten ist ebenfalls sehr positiv. China, Indien, die Golfstaaten und auch Brasilien sind Märkte mit einem grossen Potenzial, ganz besonders in diesen Fernmärkten müssen wir stärker präsent sein. Das ist klar die Aufgabe von Schweiz Tourismus. Erst durch Schweiz Tourismus ist ein geschlossener und überzeugender Marktauftritt gesichert. Dazu braucht diese Organisation aber auch die erforderlichen finanziellen Mittel.

Mit der zunehmend internationalen Ausgestaltung des Tourismus steigt auch die Bedeutung eines umfassenden internationalen Landesmarketings. Es ist deshalb richtig, dass der Bund einen wesentlichen Teil dieser Landeswerbung übernimmt und mitfinanziert.

Das Marketing von Schweiz Tourismus ist unserer Meinung nach gut, und wir zweifeln nicht daran, dass es auch wirksam ist. Daher ist die BDP-Fraktion für eine leichte Aufstockung der Mittel für die nächsten vier Jahre,



wie es die Minderheit Darbellay vorschlägt. Wir sind überzeugt, dass diese Mittel sehr gut investiert sind. Ich bitte Sie, mit der BDP-Fraktion zusammen den Antrag der Minderheit zu unterstützen.

Schneider-Ammann Johann N., Bundesrat: Ich bin mir der volkswirtschaftlichen Bedeutung des Tourismus sehr wohl bewusst, und ich bin mir auch bewusst, dass Schweiz Tourismus in beeindruckender Weise unterwegs ist. Das angestrebte Wachstum steht in keinem Widerspruch zu den zur Verfügung gestellten Mitteln. Ich habe es vorhin schon gesagt: Es geht nicht nur um quantitatives Wachstum, sondern es muss auch um qualitatives Wachstum gehen. Es muss um die Prioritätensetzung gehen, es muss um das Setzen von Schwerewichten gehen, und es muss auch um Effizienzsteigerung gehen.

Unsere Standortförderungs politik ist Strukturanpassungs politik, und es ist tatsächlich so, dass auch im Tourismus, wie in allen anderen Bereichen, ein gewisser Nachholbedarf besteht; man kann sich immer verbessern. Die Hotellerie ist wahrscheinlich zu klein strukturiert. Die Nachhaltigkeit kann verbessert werden, das Zusammenspiel zwischen verschiedenen Politikbereichen kann immer wieder verbessert werden. Und ganz entscheidend ist, dass wir in die Weiterbildung investieren. Wir reden also schon von Investitionsgeld, und ich gebe auch gern zu, dass der bundesrätliche Entwurf aus einer besseren Schweizerfrankenzeit stammt.

Die beste Standortförderung ist der gute, im internationalen Vergleich attraktive Bundeshaushalt. Ich bin einmal mehr Ihr finanzpolitisches Gewissen und bleibe deshalb bei der Empfehlung des Bundesrates. Sie wissen, dass die Summe der Innotour-Gelder und der Schweiz-Tourismus-Gelder in der kommenden Periode vergleichbar hoch bleibt, wie es bisher in der Finanzplanung vorgesehen war.

Noser Ruedi (RL, ZH), für die Kommission: Wir haben unter uns Sprechern abgemacht, dass jetzt nur noch ich spreche, der Präsident des Schweizer Tourismusverbandes verzichtet auf sein Votum.

Die Mehrheit der Kommission ist der Meinung, dass die durch die Weiterführung von Innotour entstehenden Mehraufwendungen nicht einfach auf Schweiz Tourismus überwältzt werden sollen. Der Zahlungsrahmen ist um den entsprechenden Betrag aufzustocken, um damit den Status quo beizubehalten. Die Mehrheit der Kommission lehnt es hingegen ab, die Mittel zusätzlich zu erhöhen. Dies lehnt sie nicht zuletzt auch aus dem Grund ab, dass wir hinsichtlich Schweiz Tourismus eine Erhöhung um 28 Prozent machen, wie klar wird, wenn man das mit den Mitteln von vor vier Jahren vergleicht.

Es wurde nun zu Recht angemahnt, dass die Situation mit dem Euro recht schwierig sei. Ich möchte betonen – ich sage das auch aus eigener Erfahrung mit einer Firma –, dass es eine schwierige Situation ist, wenn Sie absolut ungeplant eine Währungs einbusse von 10 oder 15 Prozent haben. Wir müssen uns aber ehrlicherweise auch die Frage stellen, ob man die Schwierigkeiten mit einer Erhöhung von 20 Millionen Franken lösen kann oder ob man das, wenn es wirklich mit dem Währungskurs schwierig ist, dann nicht vielmehr mit einem Programm machen sollte, in dem der Bundesrat insgesamt auf die Wechselkursschwankungen reagiert, wie wir das bereits 2011 getan haben. In diesem Zusammenhang betone ich, dass Schweiz Tourismus für 2011 und 2012 je 12 Millionen Franken extra zur Verfügung hat, um auf die Währungsprobleme zu reagieren.

Gestatten Sie mir noch eine zweite Bemerkung: Schweiz Tourismus macht ja in erster Linie Werbung im Ausland. Ich glaube, man darf hier anmerken, dass der Schweiz Tourismus zuge dachte und im Ausland ausgegebene Förderfranken auch mehr wert ist, wenn der Euro fällt. Man könnte also mit Fug und Recht im Rat sagen, dass die Erhöhung, die Herr Darbellay wünscht, eigentlich in den Währungskursschwankungen bereits enthalten ist. Denn jetzt kann man im Euro- und im Dollar-Raum bedeutend günstiger Werbung machen, als es zur Zeit der Abfassung der Botschaft der Fall war. Damit hat Schweiz Tourismus bereits davon profitiert.

In diesem Sinne bitte ich Sie, für die Mehrheit und damit für eine vernünftige Tourismus politik mit einem vernünftigen finanziellen Rahmen zu stimmen.

Erste Abstimmung – Premier vote

(namentlich – nominatif; 11.019/5533)

Für den Antrag der Mehrheit ... 92 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 82 Stimmen

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

(namentlich – nominatif; 11.019/5534)

Für den Antrag der Mehrheit ... 160 Stimmen

Für den Antrag des Bundesrates ... 13 Stimmen

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses



Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 11.019/5535)

Für Annahme der Ausgabe ... 166 Stimmen

Dagegen ... 7 Stimmen

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

AB 2011 N 819 / BO 2011 N 819

Art. 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 11.019/5536)

Für Annahme des Entwurfes ... 169 Stimmen

Dagegen ... 6 Stimmen

9. Bundesgesetz über die Finanzhilfen an gewerbeorientierte Bürgschaftsorganisationen

9. Loi fédérale sur les aides financières aux organisations de cautionnement en faveur des petites et moyennes entreprises

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Ziff. I, II

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, ch. I, II

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 11.019/5537)

Für Annahme des Entwurfes ... 168 Stimmen

(Einstimmigkeit)

5. Bundesbeschluss über die Finanzierung der E-Government-Aktivitäten für kleine und mittelgrosse Unternehmen für die Jahre 2012–2015

5. Arrêté fédéral sur le financement des activités de cyberadministration des petites et moyennes entreprises pour les années 2012–2015

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Antrag der Kommission





Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 1

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 11.019/5538)

Für Annahme der Ausgabe ... 172 Stimmen

Dagegen ... 1 Stimme

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 11.019/5539)

Für Annahme des Entwurfes ... 172 Stimmen

Dagegen ... 2 Stimmen

6. Bundesbeschluss über weitere Einlagen in den Fonds für Regionalentwicklung

6. Arrêté fédéral concernant de nouveaux apports au Fonds de développement régional

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Ziff. I, II

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, ch. I, II

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 11.019/5540)

Für Annahme des Entwurfes ... 174 Stimmen

(Einstimmigkeit)